Le journal indépendant des étudiants de l'Université de Montréal • **www.quartierlibre.ca**

Q!

Quartier L!bre

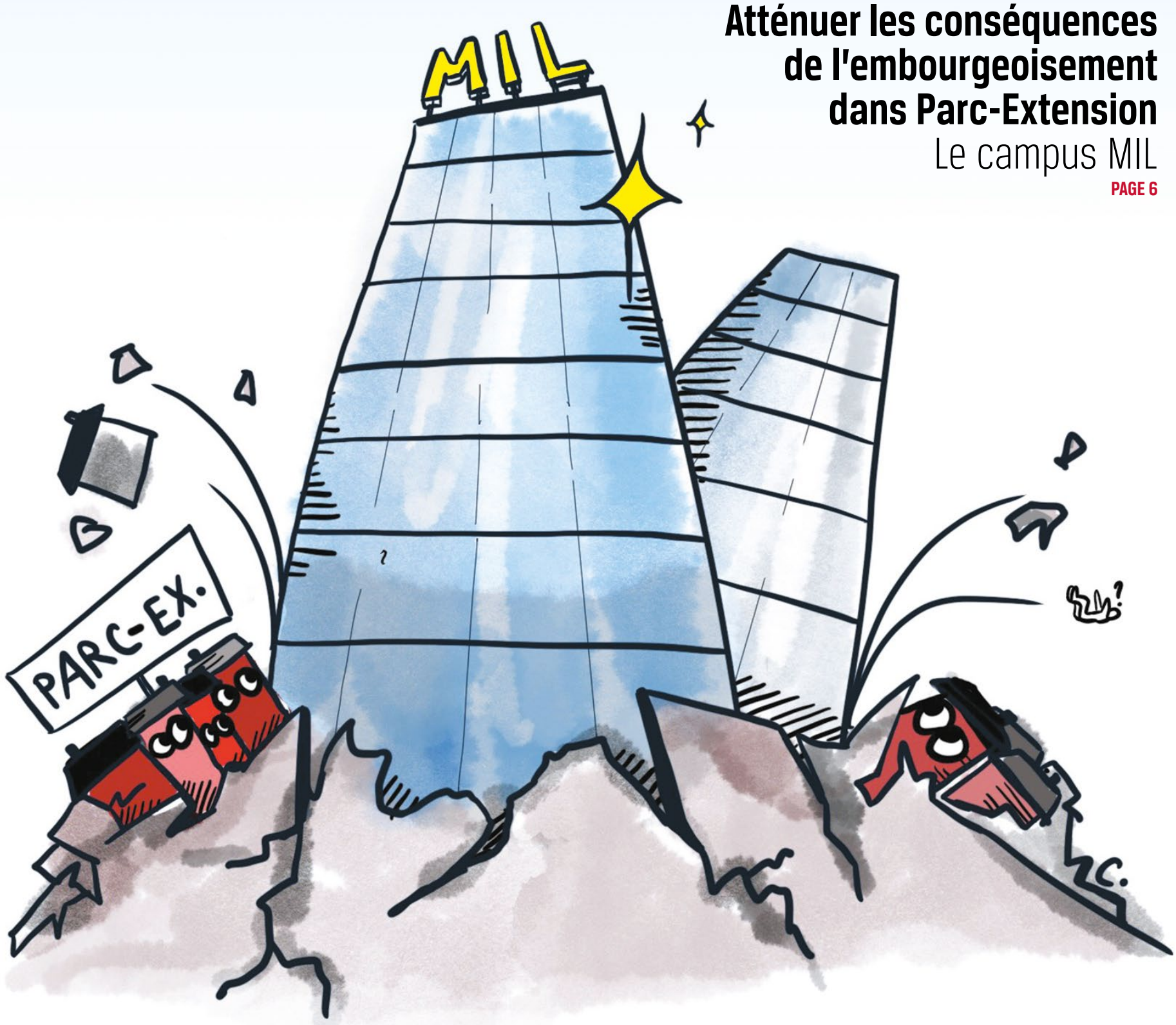
Volume 26 • nº 10 • **13 février 2019**

# TASSEZ-VOUS, IL ARRIVE!

## Atténuer les conséquences de l'embourgeoisement dans Parc-Extension

Le campus MIL

PAGE 6




**ŒUVRE D'ART**

### ESCALADER LA LUNE SUR LE FUTUR CAMPUS

PAGES 4-5

**DIPLÔMÉS**

### DÉMARRER UNE ENTREPRISE VERTE

PAGE 10

**ASSISTANCE**

### À L'UNIVERSITÉ AVEC SON CHIEN

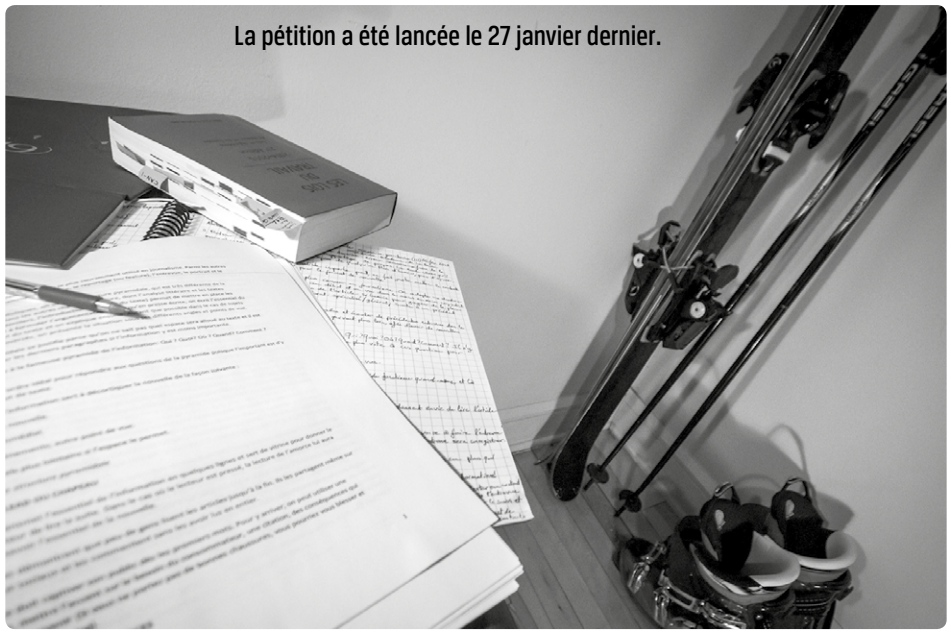
PAGE 15

# BRAS DE FER ALPIN

**Les cégépiens encadrés par les Carabins ne peuvent désormais plus prendre part aux courses universitaires de la Fédération internationale de ski (FIS). Devant cette réduction des effectifs, des skieurs sont inquiets pour la survie du circuit universitaire.**

PAR CHLOÉ DIORÉ DE PÉRIGNY

En une semaine, la pétition « Sauvons le circuit universitaire de ski alpin », lancée par un groupe d'étudiants et d'acteurs du circuit universitaire a recueilli plus de 2 900 signatures pour soutenir les 17 cégépiens exclus des compétitions du Réseau du ski étudiant du Québec (RSEQ) en janvier dernier. *« Laisser les cégépiens s'entraîner au sein des équipes universitaires est la meilleure option pour qu'ils continuent à pratiquer un sport au niveau élite tout en continuant leurs études »*, déclare l'ancien skieur des Carabins Vincent Lajoie, qui s'est entraîné avec eux.



La pétition a été lancée le 27 janvier dernier.

Photo : Benjamin Parinaud

Il explique qu'à la sortie du secondaire, la majorité des collégiens se retrouvent devant un vide pour concilier leur passion de la glisse et leurs études, car les cégeps n'ont pas d'équipes de ski. *« S'ils arrêtent tous de s'entraîner pendant deux ans parce qu'ils ne sont pas assez motivés pour continuer dans leurs petits clubs de montagne, ils pourront difficilement reprendre une fois à l'université »,* avance Vincent. Les meilleurs skieurs pourront certes intégrer les équipes provinciales, mais selon lui, ces programmes restent trop exigeants pour pouvoir suivre des études à temps plein à côté. L'étudiant de HEC craint également qu'en réduisant les effectifs des courses universitaires, à terme, la pérennité du circuit soit menacée.

## Les organisations réagissent

*« Le circuit universitaire n'est nullement à risque ; il est là, il a toujours été là et continuera à être là,* insiste le directeur général de Ski Québec alpin (SQA), Daniel P. Lavallée. *On l'a dans nos cœurs et on continuera à l'accueillir. »* Depuis plusieurs années, l'organisme qui supervise le ski alpin souhaite réduire les effectifs des cégépiens dans les courses universitaires. L'entente a été finalisée l'année dernière, mais aucun des collégiens encadrés par les Carabins et le Rouge et Or de l'Université Laval (UL) ne semblerait en avoir eu connaissance avant d'être mis au ban des compétitions des 19 et 20 janvier derniers, 24 heures avant le début des courses. L'évènement a mis le feu aux poudres. *« L'entente était claire pour tout le monde quand elle a été signée en août 2018,* soutient M. Lavallée. *Pourquoi les parents d'élève n'ont pas été avertis ? Ça échappe à tout le monde et c'est scandaleux. »*

Le président-directeur général du RSEQ, Gustave Roel, regrette qu'il y ait eu une mécompréhension sur la date d'application du nouveau règlement et que les collégiens n'aient pas été avertis plus tôt. *« Le SQA a interprété qu'on devait l'appliquer dès cette année alors qu'on pensait pouvoir autoriser les cégépiens à concourir encore un an »,* déclare le représentant du ski étudiant. Il ajoute que le mandat de régir l'activité sportive appartient à SQA ; le RSEQ a beau représenter les universités dans cette situation, il doit se plier aux lois de la Fédération.

## Une politique équitable?

M. Lavallée stipule que la réduction des effectifs cégépiens est une décision juste, car seuls les skieurs encadrés par les Carabins et le Rouge et Or de l'UL avaient le droit de participer aux courses universitaires de la FIS. *« Quand les collégiens des autres clubs nous demandent pourquoi ils ne peuvent pas bénéficier du même droit, on ne sait pas comment leur répondre »,* dit le directeur général de SQA. Les collégiens pourront continuer à s'entraîner dans leur équipe universitaire, et auront l'embarras du choix pour leurs compétitions parmi les autres circuits fédérés, précise-t-il.

*« Il est où le point de continuer à faire partie d'une équipe si tu ne peux pas participer aux compétitions ? »*, rétorque Vincent. Pour l'ancien skieur de l'équipe du Québec et de l'équipe canadienne de développement, le problème n'est pas le nombre de courses proposées, mais le fait de pouvoir bénéficier d'un encadrement sportif de haut niveau, tout en poursuivant ses études. C'est ce qu'offraient les programmes universitaires. *« Le cégep est une phase difficile pour la plupart des jeunes et leur donner la possibilité de faire partie d'une équipe universitaire, c'était une belle transition »*, explique-t-il.

## Chacun ses intérêts

Pour M. Lavallée, ce débat sur les effectifs concerne essentiellement la gestion des circuits. Il estime nécessaire que les universités comprennent leur réalité. Le directeur indique que lorsque les catégories d'âge de la FIS sont passées de 15 à 16 ans, le SQA a perdu 50 % de sa clientèle féminine et 40 % des hommes. *« On veut travailler avec les universités, mais on a nos propres réalités,* soutient-il. *Répartir graduellement les effectifs cégépiens c'est éviter qu'il y ait trop de monde dans les courses universitaires et que cela cannibalise les autres circuits. »*

Vincent confirme l'effervescence que connaissent les circuits universitaires, qui concentrent de plus en plus de talents. Il reconnaît les réalités de SQA, mais se désole que la Fédération empêche un circuit d'être accessible pour en garder un autre en vie, surtout quand il s'agit d'une meilleure option pour les athlètes désirant poursuivre leurs études.

**THE FAVOURITE**
**Drame historique de YORGOS LANTHIMOS**
**13 FÉVR.**
16 H 45 / 19 H 15 / 21 H 45

**UNE AFFAIRE DE FAMILLE**
**Drame de HIROKAZU KORE-EDA**
**19 ET 20 FÉVR.**
16 H 45 / 19 H 15 / 21 H 30

CINÉ-CAMPUS

CINÉ-CAUSERIE
EN PRÉSENCE DU RÉALISATEUR ET DU COMÉDIEN MARTIN DUBREUIL LE 26 FÉVR. À 19 H

FÉVR. 2019

**LA GRANDE NOIRCEUR**
**Drame de MAXIME GIROUX**
**26 ET 27 FÉVR.**
16 H 45 / 19 H / 21 H 30

*TARIFS*
ÉTUDIANT **4$**
ADMISSION GÉNÉRALE **5$**

*INFO-FILMS*
514 343-6524 // sac.umontreal.ca
Centre d'essai // Pavillon J.-A.-DeSève
2332, boul. Édouard-Montpetit, 6e étage

saé activités culturelles
Université de Montréal
**et du monde.**

ÉDITO

# À LA CROISÉE DES CHEMINS

PAR THOMAS MARTIN

Il ne reste que quelques mois avant l'ouverture officielle du campus MIL, prévue pour septembre 2019. Mais les effets de cette arrivée se font sentir depuis un certain temps déjà.

Revitaliser l'ancienne gare de triage d'Outremont est une idée qui a du sens et le futur complexe udemien devrait créer un lien entre les différents tissus urbains qui l'entourent. En tout cas, l'Université a le mérite de redonner vie à un secteur tombé en désuétude.

Alors pourquoi le chantier universitaire le plus important au Canada crée-t-il des tensions autour de sa venue ? (p. 6)

À l'image de ce qui est en train de se passer dans certains quartiers du Sud-Ouest de Montréal, comme Saint-Henri où les loyers ont subi une hausse de 19,8 % entre 2011 et 2016[1], l'arrondissement Parc-Extension pourrait voir le phénomène d'embourgeoisement s'accélérer de manière drastique au cours des prochaines années si les pouvoirs publics ne contrôlent pas la situation.

## Prendre ses responsabilités

L'UdeM fait sa part pour atténuer le phénomène, puisqu'elle annonce 30 % de logements sociaux et abordables sur les 1 300 unités qu'elle compte inclure dans le projet. Depuis 2005 et l'adoption de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les projets résidentiels, c'est le minimum requis pour les projets immobiliers. L'UdeM se contente donc du minimum.

C'est souvent la même mécanique qui se met en place. L'annonce d'un projet de cette ampleur attire toutes sortes de personnes prêtes à en profiter. À commencer par les promoteurs.

Photo : Pixabay | robinbreck

**Le Campus MIL peut devenir un formidable lien entre Outremont et Parc-Extension ou bien renforcer les inégalités.**

Mais c'est à la ville et à l'arrondissement d'en faire plus pour les résidents de Parc-Ex, l'un des quartiers les plus défavorisés au Canada[2]. Lorsque le propriétaire du Plaza Hutchinson, immeuble regroupant des organismes communautaires et des commerçants de quartier, souhaite l'éviction des locataires pour en faire un complexe immobilier de luxe, la mairie d'arrondissement doit imposer un quota de logements sociaux. À la place, elle a validé le projet sans sourciller[3]. L'intérêt des citoyens doit passer avant celui des promoteurs, et non l'inverse.

*« L'Université a cédé des terrains à la ville pour qu'il y ait des constructions de logements abordables, justement pour les gens du quartier »,* indique l'attachée de presse de l'UdeM, Julie Cordeau-Gazaille. Espérons que la population du quartier soit prise en compte dans les futurs projets. Si la ville est capable de dépenser 1,2 million de dollars pour une œuvre aux abords du campus MIL (p. 4-5), elle peut mettre en place des actions, qu'elles soient économiques ou urbanistiques, pour aider les habitants du quartier.

## Une population à prendre en compte

Face à ce projet qui va bouleverser le quotidien du quartier, les commerçants présents depuis des années et souvent issus de l'immigration ne prennent pas la mesure réelle des changements qui s'opèrent autour d'eux. *« Ça va être bon pour l'immobilier et pour la communauté du quartier »,* déclarait Casey, propriétaire du dépanneur du même nom, interrogé par *Quartier Libre* en octobre dernier[4]. Je ne serais pas aussi optimiste que lui pour être bien franc, car même si l'afflux de population devrait lui être profitable à court terme, l'augmentation des loyers et l'ambition des promoteurs pourraient nuire à son commerce d'ici quelques années.

Des initiatives actuelles mises en place sur le campus MIL permettent de créer un lien avec les habitants proches, comme le Festival de la décroissance ou les différents projets d'agriculture urbaine qui s'y sont installés au moment des travaux. Il serait bien que cela se poursuive après l'inauguration.

Une idée comme ça. Le projet de cours de français donnés par des étudiants de l'UdeM auprès des commerçants de la Plaza Côte-des-Neiges, lancé par le Bureau de valorisation de la langue française et de la Francophonie de l'UdeM en janvier 2017[5], pourrait connaître une nouvelle itération aux alentours du campus MIL. Pour permettre l'adoption d'un projet, il faut impliquer les acteurs du milieu, et le partage d'une langue commune peut favoriser l'adhésion.

Alors oui, le campus MIL sera beau, flambant neuf et doté d'œuvres impressionnantes, mais il devra également refléter l'identité d'un quartier cosmopolite et moins bien nanti, sous peine de créer une frontière encore plus marquée entre Outremont et Parc-Extension.

1. Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages, 2016.
2. Selon une enquête menée par Centraide et L'Institut national de la recherche scientifique en 2016.
3. ici.radio-canada.ca, « Trois arrestations à la suite d'une manifestation contre l'embourgeoisement dans Parc-Extension », 9 août 2018.
4. quartierlibre.ca, « À la rencontre des commerçants de Parc-Extension », 25 octobre 2018.
5. quartierlibre.ca, « Dons de français », 27 janvier 2017.

**Prochaines réunions de production :** les mercredis 13 et 27 février à 16 h 00 au local B-1274-6 du pavillon 3200, rue Jean-Brillant.


# Quartier L!bre

**RÉDACTEUR EN CHEF**
Thomas Martin
redac@quartierlibre.ca

**CHEFS DE SECTION**
CAMPUS
Marianne Castelan
campus@quartierlibre.ca
SOCIÉTÉ
Zacharie Routhier
societe@quartierlibre.ca
CULTURE
Romeo Mocafico
culture@quartierlibre.ca

Alice Badaire, Valérie Daniel, Chloé Dioré De Périgny, Emma Guerrero Dufour, Hadrien Maugué, Céline Mimault, Charlotte Morand, Catherine Morin, Julia Ponte, Florentin Roy, Éva Séa, Nantou Soumahoro, Cédric Thévenin, Esther Thommeret

**ILLUSTRATION DE LA UNE**
Coline Weinzaepflen
**PHOTOGRAPHE**
Benjamin Parinaud
**ILLUSTRATRICE**
Coline Weinzaepflen

**INFOGRAPHE**
Alexandre Vanasse
**CORRECTEURS**
Gaëlle Varnier-Brunet, Alejandra Rojas
**RÉVISEUR**
Julien Besse

**DIRECTRICE GÉNÉRALE**
Marie Roncari [directeur@quartierlibre.ca]
**PUBLICITÉ**
Accès-Média [accesmedia.com]
**IMPRESSION**
Hebdo-Litho

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : 514 343-7630
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site web : www.quartierlibre.ca
*Quartier Libre* est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par Les Publications du Quartier Libre, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993.
Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs.
Tirage de 6 000 exemplaires.

ADRESSE :
3200, rue Jean-Brillant
(local B-1274-6)
Montréal (Québec) H3T 1N8
DÉPÔT LÉGAL :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416

Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE TOMBÉE
18 février 2019
PROCHAINE PARUTION
27 février 2019

# LE CAMPUS MIL DÉCROCHE LA LUNE

**_Sérénité_, gigantesque structure de l'artiste Patrick Bernatchez, est la première œuvre du projet d'urbanisme MIL Montréal, dont fait partie le prochain Complexe des sciences de l'UdeM. D'autres œuvres, sélectionnées par un comité formé de représentants du gouvernement et de l'Université, devraient être prochainement annoncées.**

Par ALICE BADAIRE
en collaboration avec ROMEO MOCAFICO

Photomontage: Courtoisie Patrick Bernatchez

« *Bientôt on ne marchera plus sur la Lune, on grimpera dessus »,* déclare Patrick Bernatchez, l'artiste commissionné par la Ville de Montréal. Son œuvre *Sérénité* est la première dévoilée du tout nouvel espace public faisant face au campus MIL. Le monument, mesurant 7,5 mètres de large sur 21 mètres de haut, constitué essentiellement d'acier et de béton, fera également office de mur d'escalade.

## La face cachée

*« Son nom fait référence à la mer de la Sérénité,* affirme-t-il. *Il nous a été possible de reproduire la surface de cette portion de Lune en 3D sur l'une des deux faces de l'œuvre. J'ai obtenu un certificat d'une des quelques entreprises qui prétendent vendre des terrains sur la Lune. »* L'artiste assure que cette reproduction, à l'échelle 1 : 200, a pu être réalisée à l'aide de sources et de données accessibles en ligne fournies par la NASA.

> « *J'ai eu l'idée de décrocher la Lune pour l'offrir à l'arrondissement d'Outremont, aux étudiants, ainsi qu'à l'ensemble des Montréalais. »*
>
> Patrick Bernatchez
> Artiste, auteur de *Sérénité*

*« Le site d'escalade, géré par une équipe de professionnels, sera offert aux citoyens de tous âges et deviendra un lieu de rencontre vivant, dynamique, fréquenté et accessible à l'ensemble de la communauté,* poursuit-il. *Il comptera parmi les plus hautes parois extérieures artificielles au Québec. »* Avec son style brutaliste, l'artiste s'est inspiré de l'architecture dominante à l'époque de la conquête spatiale.

La stucture, installée dans le courant de l'année 2019, marquera le 50e anniversaire des premiers pas sur la Lune. *« J'ai eu l'idée de décrocher la Lune pour l'offrir à l'arrondissement d'Outremont, aux étudiants, ainsi qu'à l'ensemble des montréalais »,* conclut l'artiste.

Le projet d'urbanisme de la Ville « MIL Montréal » vise à réaménager la vaste zone industrielle sur laquelle se trouve le nouveau campus de l'UdeM, dans le nord-est de l'arrondissement d'Outremont. Sur l'investissement municipal de 150 millions de dollars destinés à l'aménagement de ces 38 hectares, Patrick Bernatchez a bénéficié d'une enveloppe de 1,2 million de dollars en remportant le concours du Bureau d'art public de la Ville l'année dernière.

## Le choix de l'UdeM

En ce qui concerne les œuvres installées sur le terrain de l'UdeM, le processus de sélection des artistes diffère sur certains points. Le directeur au développement du futur Complexe des sciences de l'UdeM, Alain Boilard, explique que la volonté d'intégrer l'art dans le paysage urbain est une initiative du gouvernement québécois. *« Une politique* [voir encadré] *prévoit que tout projet de construction ou d'aménagement de sites publics doit réserver environ 1 % du budget global pour la réalisation d'œuvres d'art,* explique-t-il. *Sur les 350 millions de dollars qu'a coûtés le Complexe des sciences, obtenus grâce à des subventions provinciales et fédérales, 350 000 dollars* [NDLR : 1% de cette somme équivaut à 3,5 millions de dollars] *ont donc été consacrés à l'art. »* Il révèle que ce budget a permis de financer la création de trois œuvres.

Le ministère de la Culture et des Communications tient une banque de créateurs, soumis a des critères d'évaluation établis par le ministère, qui ont accepté de participer à des projets d'art public. Le directeur au développement du futur site ajoute qu'un comité de six personnes* s'est réuni pour sélectionner les artistes, issus de ce vivier, qui seront exposés sur le campus MIL. Les critères de sélection ont quant à eux été établis par deux personnes. *« C'est l'architecte qui soumet le lieu et la nature des œuvres,* poursuit-il. *De concert avec le représentant de l'Université, ils ont décidé des grands principes directeurs et de l'essence que les œuvres devraient présenter. Il a été demandé aux artistes de représenter la science et d'évoquer le rapprochement entre les gens. »*

M. Boilard affirme que, dans un premier temps, le comité a invité quatre artistes par œuvres à prendre part au projet avant de fixer son choix. *« Après la période allouée* [pour la réalisation de la maquette], *les artistes ont été rencontrés par le comité, qui a pu voir le portfolio de chacun et la maquette proposée. »* Le directeur au développement du futur complexe précise que ces artistes se rémunèrent à même le montant qui leur est accordé pour réaliser l'œuvre.

## Des œuvres prochainement annoncées

Ce campus, qui réunira les Départements de sciences biologiques, de géographie et de chimie, ouvrira ses portes cet automne. Les œuvres seront, quant à elles, installées au cours de l'été 2019. *« Celles choisies pour le campus MIL feront l'objet d'une annonce publique d'ici son ouverture »,* assure l'attachée de presse de l'UdeM, Julie Cordeau-Gazaille.

* Le comité est formé de l'architecte du complexe, d'un représentant de l'UdeM, d'un représentant du ministère, et de trois artistes mandatés par ce dernier.

### › 1% POUR L'ART

La construction du nouveau campus est soumise à une politique établie par le ministère de la Culture et des Communications du Québec en 1961. Elle vise à intégrer l'art à l'architecture et aux sites publics et gouvernementaux. Depuis son adoption, le ministère affirme que 3 700 œuvres ont été réalisées dans des lieux publics au Québec.


UNE AUTRE FAÇON
DE GRANDIR.

La maîtrise en éthique, c'est réfléchir aux enjeux pour éclairer nos choix collectifs.

- Programme multidisciplinaire privilégiant un équilibre entre la dimension théorique et la dimension pratique de l'éthique.
- Formation ouverte aux diplômés de toutes les disciplines sans propédeutique.
- Disponibilité remarquable de la part des professeurs.
- Offert à temps complet et à temps partiel, aux campus de Rimouski et de Lévis.

UQAR
Rimouski | Lévis

# PARC-EX SOUS PRESSION

**Le Comité d'action de Parc-Extension (CAPE) et des habitants de l'arrondissement ont manifesté contre l'embourgeoisement le 5 février dernier. La destruction potentielle de deux bâtiments au profit de logements étudiants, dont la construction découle de l'arrivée imminente du campus MIL près du quartier, est à l'origine de leurs inquiétudes.**

PAR ÉVA SÉA

L'évènement a marqué le premier conseil d'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension. *« Le but de l'action est de souligner les impacts de la gentrification* [l'embourgeoisement, voir encadré] *dans le quartier et de réclamer des logements sociaux,* souligne le représentant du CAPE, Alexandre Cadieux. *C'est une solution directe afin d'aider les gens les plus démunis du quartier à survivre et à demeurer dans leurs logements, malgré la gentrification qui se fait de plus en plus importante. »*

Une recommandation de délivrance d'un permis rendant possible la destruction de bâtiments sur la rue Beaumont, située en face du futur campus MIL, a été émise par le Comité de démolition de l'arrondissement le 26 novembre dernier. L'objectif du promoteur et acquéreur du terrain est de construire de nouveaux appartements destinés à une clientèle étudiante.

Lors du recensement canadien de 2011, le revenu moyen des habitants de Parc-Extension était de 23 950 $, comparativement à 36 748 $ sur l'île de Montréal.

Photo : Benjamin Parinaud

Photo : Benjamin Parinaud

Le campus MIL en octobre dernier.

Photo : Zacharie Routhier

Le quartier Parc-Extension.

Photo : Benjamin Parinaud

Le recteur de l'UdeM, Guy Breton, avec la mairesse de Montréal, Valérie Plante.

Le conseil d'arrondissement devait accepter ou refuser la délivrance du permis de destruction le soir de la manifestation. Le vote a cependant été reporté, après qu'un commerçant eut confié au conseil d'arrondissement ne pas avoir été correctement informé de la démolition possible de son immeuble[1].

## Inquiétudes

*« Ça* [la construction potentielle de nouveaux appartements] *veut dire qu'il va y avoir une trentaine de nouveaux appartements très chers, complètement inabordables pour la majorité des locataires habitant déjà à Parc-Extension,* estime M. Cadieux. *Pour nous, cela s'inscrit directement dans un processus d'accélération de gentrification, en lien étroit avec l'ouverture du campus. »* En délivrant des permis de construction de logements inabordables pour la population locale, l'arrondissement pourrait mettre beaucoup de pression sur les locataires du quartier, selon lui.

Le député de Laurier-Dorion, Andrés Fontecilla, admet lui aussi que l'arrivée du campus amènera inévitablement des étudiants, qui constitueront malgré eux un vecteur d'embourgeoisement du quartier. Quant à la construction potentielle de nouveaux logements en face du campus MIL, destinés à une clientèle étudiante, il explique préférer que la priorité soit donnée aux logements sociaux, avec les investissements qui s'imposent. *« Encore une fois, on assiste à une compétition malsaine entre le droit à un logis pour des étudiants et le droit à un logis pour les familles appauvries du quartier Parc-Extension »,* déplore M. Fontecilla. Il concède toutefois que des logements étudiants pourraient être nécessaires dans ce secteur.

## Des mesures d'atténuation

Du côté de l'UdeM, des logements étudiants et sociaux ont été prévus pour limiter les effets du campus MIL sur la population de Parc-Extension. L'attachée de presse de l'Université, Julie Cordeau-Gazaille, assure que parmi les 1 300 logements du futur campus MIL, 30 % seront abordables et sociaux.

De ce pourcentage, la moitié seront gérés, entre autres, par l'Office municipal d'habitation de Montréal, et leur prix correspondra à 25 % du revenu des locataires. L'attachée de presse ajoute que les logements construits à proximité du campus ne seront pas uniquement destinés à la clientèle étudiante. *« L'Université a cédé des terrains à la ville pour qu'il y ait des constructions de logements abordables, justement pour les gens du quartier »*, souligne-t-elle.

## Choisir Parc-Extension plutôt qu'ailleurs

Selon une étude menée en 2016 par Centraide, une organisation philanthropique qui lutte contre la pauvreté, et l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), Parc-Extension constitue l'un des quartiers les plus défavorisés du Canada.

L'étudiante au baccalauréat en psychologie à l'UdeM Laura Poudevigne en a fait son milieu de vie. Elle explique ce choix par la proximité du métro et de l'Université, mais surtout par les logements dont elle juge les prix encore abordables. *« J'ai un budget vraiment restreint, et même si ce n'est pas le plus beau des quartiers de Montréal, nous ne sommes pas trop loin de l'Université »,* avance Laura. Elle apprécie le quartier pour ses épiceries à bas prix, ses pizzérias et ses restaurants indiens, qu'elle juge excellents.

Le campus MIL ouvrira ses portes aux étudiants à l'automne 2019 au croisement des arrondissements d'Outremont, du Plateau-Mont-Royal, de Rosemont – La Petite-Patrie, de Villeray – St-Michel – Parc-Extension et de la ville de Mont-Royal.

1. ici.radio-canada.ca, « Contreverse sur l'avenir de deux bâtiments dans Parc-Extension ».

## 〉 L'EMBOURGEOISEMENT

Selon la description de l'Office québécois de la langue française, l'embourgeoisement se définit par la transformation socio-économique d'un quartier urbain ancien, engendrée par l'arrivée progressive d'une nouvelle classe de résidents qui en restaure le milieu physique et en rehausse le niveau de vie.

## 〉 UN PROJET DE GRANDE ENVERGURE

Le campus MIL accueillera le futur Complexe des sciences de l'UdeM. C'est l'un des projets les plus importants de l'Université depuis les années 1960 et il constitue le plus grand chantier universitaire au pays, selon la page Web du campus. Une passerelle reliant les quartiers Parc-Extension et Outremont est également en construction.

# SUPER MARIO BOURSE

**La quatrième édition du Hackathon de l'UdeM a donné l'occasion à une soixantaine de cégépiens de recréer le premier niveau du jeu vidéo *Super Mario Bros* de Nintendo. Cette compétition de programmation a notamment pour but d'inciter les participants à venir étudier à l'UdeM.**

PAR ESTHER THOMMERET

«L'*objectif principal du Hackathon est de recruter de futurs étudiants pour le DIRO »*, estime le professeur adjoint au Département d'informatique et de recherche opérationnelle (DIRO) Bernhard Thomaszewski, qui est également l'un des organisateurs de l'évènement.

> ***« C'est une expérience vraiment intéressante et enrichissante. »***
>
> Yousuf Mahdi
> Élève au cégep de Maisonneuve

Le chargé de cours au DIRO Nicolas Hurtubise, lui aussi organisateur de l'évènement, explique que celui-ci permet non seulement de présenter le Département, de rencontrer les professeurs et les étudiants, mais également de découvrir le campus de l'UdeM. *« Les étudiants qui nous aident dans l'organisation sont tous d'anciens participants du Hackathon »,* raconte-t-il.

M. Hurtubise confirme qu'il s'agit d'une manière ludique de recruter de futurs étudiants et que les jeunes ne participent pas seulement en vue d'obtenir la bourse d'accueil de 3 000 dollars pour étudier au baccalauréat en informatique, réservée aux lauréats. *« Je pense que l'objectif principal est de découvrir le Département et de participer à une compétition de programmation de jeu vidéo »,* exprime-t-il.

Photo : Benjamin Parinaud

Le mot Hackathon résulte de la contraction de *hack* (pirater, programmer) et de marathon.

## Code gagnant

À partir d'une base de code, le défi consiste à programmer le personnage principal (Mario), les ennemis, les graphiques du niveau, les obstacles, mais également toutes les animations du jeu. À la fin de la compétition, chaque équipe présente son jeu en y jouant. Lors de la compétition, qui a eu lieu les 2 et 3 février derniers, le DIRO a proposé l'évènement à quatre cégeps (Bois-de-Boulogne, Maisonneuve, Rosemont et Vanier).

Un des membres de l'équipe gagnante explique avoir apprécié sa deuxième expérience au Hackathon. Son équipe est la seule à avoir réussi à programmer le niveau bonus du jeu. *« C'était une activité amusante et stimulante, j'ai vraiment participé pour le plaisir,* raconte l'étudiant en sciences informatiques et mathématiques au cégep Maisonneuve, Philippe Petit. *Ce n'était pas pour gagner quoi que ce soit. »*

L'obtention de la bourse n'étant pas son objectif principal, Philippe ne pense pas l'utiliser, dans la mesure où il aimerait étudier en mathématiques à l'UdeM, et non en informatique. Il a cependant aimé le fait de pouvoir découvrir le campus, les locaux et la bibliothèque. *« J'ai aimé le défi,* se réjouit-il. *c'est une bonne manière d'apprendre dans ce domaine et c'est une expérience plus pratique que les cours. »*

M. Thomaszewski précise que si une bourse n'est pas utilisée par l'équipe gagnante, cette dernière sera offerte à un membre de l'équipe qui a obtenu la seconde place.

## Sortir de la salle de classe

Une équipe du cégep de Maisonneuve, les *Fantastic 4,* composée de quatre étudiants de première année en sciences informatiques et mathématiques, a sauté sur l'occasion lorsque leur professeur de mathématiques leur a parlé du Hackathon. *« Ce qui nous a motivés, c'est plutôt l'aventure de travailler en équipe sur un projet, un challenge,* raconte un membre de l'équipe, Yousuf Mahdi. *C'est une expérience vraiment intéressante et enrichissant*e. » Si la bourse est une motivation, elle ne constitue pas le premier objectif de l'étudiant.

Émile Gagnon, un autre membre de l'équipe, est intéressé par la bourse qu'offre le DIRO, car il aimerait étudier au baccalauréat en informatique à l'UdeM. Il n'a pas gagné cette année, mais il pense retenter sa chance l'année prochaine.

Ne disposant pas de statistiques fiables à ce jour, M. Thomaszewski explique ne pas pouvoir affirmer que le Hackathon est une méthode de recrutement efficace.

### › THÉMATIQUES

Le Département d'informatique et de recherche opérationnelle (DIRO) organise pour la quatrième fois le Hackathon à l'UdeM. Pour la compétition de cette année ainsi que pour celle de 2015, le défi lancé aux cégépiens a été de programmer le niveau 1-1 du premier jeu *Super Mario Bros* de Nintendo, sorti en 1985. En 2017, la compétition était différente, puisqu'il s'agissait de programmer les intelligences artificielles les plus « fortes » possible pour combattre les autres équipes, dans un environnement inspiré du film *TRON*. La compétition de 2018 proposait le même exercice, mais dans un décor inspiré du jeu *Lode Runner* de 1983.

FAÉCUM

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Marie-Jeanne Bernier
COORDONNATRICE AUX AFFAIRES UNIVERSITAIRES
universitaire@faecum.qc.ca

# LA FAÉCUM EN MODE ÉLECTIONS

Vous aimeriez vous impliquer afin de contribuer à améliorer la condition étudiante à l'Université de Montréal ? C'est le moment de passer à l'action et d'élargir vos horizons, car la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) est présentement en période électorale !

Comme chaque année, **la FAÉCUM renouvelle son bureau exécutif et son conseil d'administration** afin de donner la chance à de nouveaux étudiants et à de nouvelles étudiantes de l'UdeM de s'impliquer dans leur communauté étudiante. La FAÉCUM a pour mission de défendre les droits, les intérêts des étudiantes et des étudiants, principalement au niveau social, économique, culturel et politique. Le travail des personnes élues au conseil d'administration porte sur la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de la Fédération dans le respect des obligations imposées par la Loi ainsi que des différents textes règlementaires.

Par le passé, neuf postes du bureau exécutif et huit postes du conseil d'administration étaient à pourvoir. Nouveauté pour le mandat 2019-2020 : un poste supplémentaire s'ajoute au sein du bureau exécutif, soit celui de coordination aux affaires administratives et au développement.

## MODALITÉS DE SOUMISSION

Si vous êtes membre de la FAÉCUM et n'êtes pas employé ou employée de façon permanente par la Fédération, vous pouvez déposer votre candidature pour l'un ou l'autre des postes du bureau exécutif, ou pour le conseil d'administration. Seule restriction pour les postes de coordination aux affaires académiques de premier cycle et aux affaires académiques de cycles supérieurs : être inscrit ou être inscrite à un programme du cycle pour lequel vous désirez vous présenter.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur candidature, accompagnée d'une lettre de présentation, à l'adresse **universitaire@faecum.qc.ca** d'ici le 8 mars prochain, 17 h 00. Des détails supplémentaires sur la procédure de soumission se retrouvent également dans le dossier « Règlement concernant les élections », accessible aux membres de la FAÉCUM dans la section « Ressources » de son site web : **faecum.qc.ca**.

## DATES IMPORTANTES

- **1ER FÉVRIER** : Ouverture de la période électorale
- **13 FÉVRIER** : Soirée d'information, à 18 h 00, au local B-2245 du pavillon 3200, rue Jean-Brillant
- **8 MARS** : Fin de la période de mise en candidature
- **29 – 31 MARS** : Congrès général annuel de la FAÉCUM

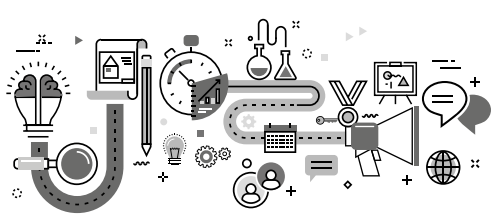
Aimerais-tu faire partie de l'équipe de la FAÉCUM ? C'est le moment de poser ta candidature !

## L'UNION ÉTUDIANTE DU QUÉBEC, ELLE AUSSI EN MODE ÉLECTIONS

La FAÉCUM tient également à souligner que la période de mise en candidature pour les élections du comité de coordination de l'Union étudiante du Québec (UEQ) pour le mandat 2019-2020 est, elle aussi, officiellement commencée. Il s'agit d'une autre belle occasion de t'impliquer afin d'aider à améliorer la condition étudiante, non seulement dans ta propre université, mais aussi dans l'ensemble des universités du Québec. Tu as jusqu'au 7 mars pour soumettre ta candidature pour l'un des neuf postes disponibles.
Pour plus d'informations : **unionetudiante.ca**.

# PARSECS

**PROGRAMME D'AIDE AU RAYONNEMENT DU SAVOIR ÉTUDIANT DES CYCLES SUPÉRIEURS**



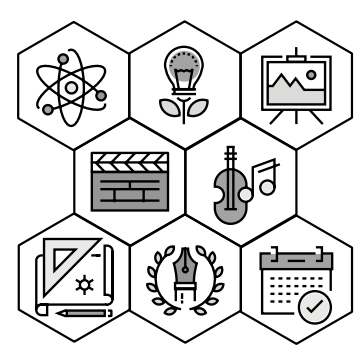
PROCHAINE DATE LIMITE **6 MARS 2019**

FAÉCUM FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

FICSUM FONDS D'INVESTISSEMENT DES CYCLES SUPÉRIEURS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

# PIÉ

**PROJETS D'INITIATIVE ÉTUDIANTE**



PROCHAINE DATE LIMITE **13 MARS 2019**

FAECUM.QC.CA/services/bourses-et-subventions

**Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*.**

**21 FÉVRIER, 18 H**
**L'ESPACE MCHALL**
3715, AVENUE LACOMBE

# CONFÉRENCE ET SOUPER DES CYCLES SUPÉRIEURS

SE PRÉPARER AVANT UN CONGRÈS OU UN COLLOQUE

**AVEC NOTRE INVITÉ SPÉCIAL**
**OLIVIER BÉGIN-CAOUETTE**
PROFESSEUR ADJOINT À LA FACULTÉ DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION DE L'UDEM

SUIVI DU COCKTAIL SAVANT !

FICSUM.COM
FAECUM.QC.CA

#JAIMECS

FICSUM

FAÉCUM

# ENTREPRENDRE DIFFÉREMMENT

**À HEC, près de la moitié des étudiants inscrits au certificat en entrepreneuriat et création d'entreprise tentent de monter un projet à vocation écoresponsable, selon le maître d'enseignement à HEC Fabian Moreno. Au-delà des cours pratiques, certains diplômés devenus jeunes entrepreneurs se soucient des aspects sociaux et environnementaux.**

PAR CÉLINE MIMAULT

Théo Corboliou, Guillaume Campeau et Guillaume Bourque sont diplômés de l'UdeM ou de HEC, et ont fondé leurs entreprises écoresponsables à la sortie de l'Université. Ils ont décidé de tenir compte d'objectifs liés à l'écoresponsabilité : l'environnement, la démarche sociale et la réussite économique.

> *« Le défi de ces entreprises, c'est de convaincre les consommateurs de la valeur du produit ou du service proposé. »*
>
> Fabian Moreno
> Maître d'enseignement au Département d'entrepreneuriat et innovation de HEC

*« Le but de notre activité est de permettre aux entreprises d'avoir un impact social,* souligne Théo Corboliou, cofondateur avec Guillaume Campeau de Give-a-Seat. *Avant tout, il s'agit de les convaincre d'être dans une perspective socio-environnementale. »* Leur entreprise revend à moitié prix des billets invendus d'évènements sportifs ou culturels montréalais puis reverse 80 % des recettes à une œuvre caritative choisie par les organisateurs des évènements.

Pour Théo, le vrai défi de l'entrepreneur social aujourd'hui ne consiste pas seulement à œuvrer pour l'environnement. *« Il faut être capable de créer de la valeur tout en ayant un impact positif »*, précise-t-il, en ajoutant que cela implique un effort autant individuel que collectif.

## Changer la socitété

Pour Guillaume Bourque, cofondateur de Haumana, être conscient de l'environnement permet d'aborder le commerce d'une manière différente. *« Nous optons pour l'entrepreneuriat social parce qu'il s'agit pour nous d'une façon soutenable de faire un réel changement dans la société et de donner une autonomie aux acteurs présents dans le secteur »,* explique-t-il.

Son entreprise fabrique des barres de céréales à base de poudre de fruit de baobab, en partenariat avec une coopérative d'agricultrices sénégalaises, puis confectionne les barres à la main, à Montréal. « *On veut démontrer aussi que c'est possible, et même essentiel, de réaliser des affaires différemment,* ajoute-t-il. *Pour nous c'est tout simplement du bon sens. »*

Selon Guillaume Bourque, pour être véritablement respectueux de l'environnement en tant qu'entreprise, il est nécessaire que les partenaires ou fournisseurs soient en accord avec les valeurs de l'écoresponsabilité. *« C'est à nous d'être vigilants,* conclut-il. *C'est une dimension sociale très forte. »*

Illustration : Coline Weinzaepflen

## Innover pour entreprendre

*« Le défi de ces entreprises, c'est de convaincre les consommateurs de la valeur du produit ou du service proposé »,* déclare le maître d'enseignement au Département d'entrepreneuriat et innovation de HEC, Fabian Moreno. Selon lui, la dimension sociale est devenue très importante chez les consommateurs et elle augmente la valeur des produits.

Pour M. Moreno, les entrepreneurs écoresponsables doivent réussir le pari de l'innovation. *« Cela nous oblige à revoir notre façon de faire,* précise-t-il. *Il faut repenser les emballages, repenser les produits, tout repenser. Il faut être plus créatif et innover. »*

Il rappelle que les changements climatiques et la gestion des déchets deviennent des problèmes à moyen terme pour la planète, notamment en ce qui concerne l'exploitation du pétrole et les émissions de carbone. *« À HEC, nous prenons cette question très au sérieux et nous avons créé des cours qui portent sur l'entrepreneuriat social et l'écoresponsabilité,* détaille-t-il. *On arrive à un moment où l'on doit penser le changement. »* Selon lui, cette tendance devient la norme dans le marché de la consommation.

## Une tendance contrastée

Un récent sondage* révèle que 41 % des entreprises en 2017 étaient sensibilisées aux thématiques économiques, environnementales et sociales, contre 53 % en 2013. Et 24 % des entreprises ont adopté des pratiques de développement durable, contre 47 % en 2013.

M. Moreno dit regretter ces chiffres. *« Ça me touche énormément, on est loin de faire les efforts comme il faut pour réduire la pollution planétaire*, commente-t-il. *Ces chiffres montrent peut-être, et c'est une hypothèse risquée, qu'il y a une confrontation entre plusieurs générations d'entrepreneurs. »*

## Vers une nouvelle norme ?

D'après le cofondateur d'Haumana, Guillaume Bourque, c'est en se questionnant sur ses propres façons de consommer qu'on en vient à se questionner sur ses valeurs sociales. *« Je ne pense pas qu'il y ait de limites,* affirme-t-il. *Si tu penses toujours à la façon dont ton entreprise va avoir un impact sur la planète ou sur la société, tu peux anticiper ce que tu veux. »* Il estime qu'avec le temps, les nouvelles façons de s'alimenter, de consommer ou de produire deviendront des standards de qualité pour les entreprises.

*Sondage du ministère de l'Économie sur le développement durable réalisé auprès des entreprises du Québec publié en décembre 2018.

# FACE AUX GÉANTS

**Le 10 janvier, le professeur de l'UdeM Vincent Larivière claque la porte du comité éditorial du *Journal of Informetrics.* Il reproche à son éditeur de générer d'importants profits au détriment de la recherche. À l'UdeM, entre plateformes de diffusion indépendantes et campagnes de communication, les initiatives se multiplient pour retirer aux grands éditeurs privés la mainmise sur la publication scientifique.**

PAR CÉDRIC THÉVENIN

« *La communauté scientifique doit reprendre le contrôle des moyens de diffusion des connaissances,* déclare le professeur à l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'UdeM Vincent Larivière. *Ça coûtera moins cher aux États. Il y aura donc plus d'argent pour la recherche.* » M. Larivière est l'éditeur bénévole de *Quantitative Science Studies.*

Il a fondé cette nouvelle revue scientifique après avoir démissionné du *Journal of Informetrics* avec tout son comité éditorial, le 10 janvier 2019, pour protester contre la politique de son propriétaire[1], le groupe Elsevier (voir encadré).

## Casser les prix

À l'UdeM, la plateforme Érudit (voir encadré) permet un accès gratuit à la recherche scientifique. « *Ce sont toutes ces initiatives qui vont permettre aux bibliothèques de sortir la tête de l'eau* », analyse le chargé de communication d'Érudit, Gwendal Henry (voir photo). Le consortium de recherche en partie détenu par l'UdeM publie depuis 20 ans des articles scientifiques sur une plateforme Internet. « *On a pris le rôle de défendre les petites revues indépendantes face à l'oligopole* [marché où un petit nombre d'acteurs ont le monopole de l'offre] *des grandes maisons d'édition* », affirme M. Henry.

Ce dernier souligne la diversité des recherches diffusées par Érudit. « *Les chercheurs québécois décident d'y publier des articles qui n'intéresseraient pas autant les grands éditeurs, avec des axes de recherche très pointus et plus locaux* », explique-t-il. Il ajoute que la plateforme aide les chercheurs qui bénéficient de moins de subventions (notamment dans les pays du Sud) en améliorant l'accessibilité des connaissances et sans facturer de frais de publication.

## Les étudiants en soutien

« *On a constaté que le prix des périodiques a augmenté de façon démesurée* », s'indigne le secrétaire général de la FAÉCUM, Matis Allali. La Fédération a lancé la campagne Revues à la hausse au cours de l'automne dernier, dans le but d'aider les bibliothèques de l'UdeM à négocier de meilleurs prix avec les cinq plus grandes maisons d'édition.

La FAÉCUM a notamment incité ses membres à attaquer l'image de l'éditeur Taylor & Francis, en attribuant par exemple une mauvaise note sur sa page Facebook. Comme la société d'édition Springer Nature, il avait refusé de baisser le prix de ses abonnements.

Depuis, les évaluations, les avis et les publications de tiers sur la page Facebook de Taylor & Francis ont été désactivés. « *Springer Nature ne va pas vouloir subir ce qu'on a fait à Taylor & Francis* », estime Matis Allali. Il ajoute que la FAÉCUM ne prévoit pas d'autre action à court terme.

## Éditeurs privés toujours attirants

M. Larivière admet que le prestige de certaines revues qui appartiennent aux grands éditeurs continue d'attirer les chercheurs. « *C'est l'élément le plus difficile à changer* », observe-t-il. Il souhaite que la communauté scientifique arrête de lier la qualité des recherches à la notoriété des revues qui en publient les résultats, et se concentre sur les découvertes.

Photo : Benjamin Parinaud

La plateforme Érudit a été créée en 1998.

« *J'ose espérer que d'autres initiatives verront le jour bientôt,* dit M. Larivière. *Il faut néanmoins de nouvelles infrastructures collectives de diffusion sans but lucratif pour les accueillir. Des investissements publics sont nécessaires.* » Il cite la plateforme Érudit en exemple, mais pense qu'elle ne suffit pas dans son état actuel. « *La plateforme ne serait pas capable d'accepter 2 000 revues demain matin* », justifie-t-il.

## Se détourner des profits

Le groupe éditorial Elsevier a réalisé un bénéfice de 1,2 milliard de dollars américains en 2017[2]. Comme les autres géants de l'édition savante, il reçoit les articles de chercheurs, les fait relire bénévolement par des pairs et les vend aux bibliothèques, le tout financé par de l'argent public.

Il demande par ailleurs aux auteurs du *Journal of Informetrics* (*JOI*) des frais d'édition de 1 800 dollars lorsqu'ils souhaitent donner un accès gratuit à leur article, selon M. Larivière. Le montant est corroboré par le chargé de communication de la plateforme de recherche Érudit, M. Henry.

Le chercheur indique que *Quantitative Science Studies* facturera de 600 à 800 dollars pour le même service. « *Cet argent financera notre plateforme en ligne* », explique-t-il. Il précise que les membres de son comité éditorial, les relecteurs de sa revue et lui-même travaillent bénévolement.

En réponse aux demandes de M. Larivière et du reste du comité éditorial du *Journal of Informetrics*, le groupe Elsevier a publié une longue note sur son site Internet. « *Nous pensons que nos frais de publication actuels pour le JOI sont appropriés, car ils sont plus faibles que ceux de ses principaux concurrents et dans la moyenne du marché, alors qu'ils donnent accès à un contenu d'une qualité supérieure à la moyenne*[3]. »

L'éditeur ajoute ne pas vouloir rendre accessible gratuitement ses données sur les citations présentes dans les articles de ses journaux, tel que demandé par l'ancien comité éditorial du *JOI*. Il justifie sa position en affirmant avoir investi dans une technologie d'extraction de citations.

1. *Le Devoir*, «Quand les scientifiques se révoltent contre les géants de l'édition savante», le 25 janvier 2019.
2. Rapport annuel et états financiers du groupe RELX, 2017.
3. About the resignation of the *Journal of Informetrics* editorial board, Elsevier.com

### › NOUVELLE REVUE INDÉPENDANTE

Le professeur Vincent Larivière a fondé *Quantitative Science Studies* grâce au soutien du MIT Press et de la Bibliothèque nationale allemande des sciences et de la technologie, avec les 28 autres membres du précédent comité éditorial du *Journal of Informetrics*.

Tous ont démissionné le 10 janvier dernier pour protester contre la politique de son propriétaire, le groupe Elsevier. « *Dans ce système, je me disais "ben là, tabernout ! C'est mon temps que je prends, mais pas pour la communauté"* », raconte M. Larivière. Il prévoit de diffuser le premier numéro au printemps prochain et aspire à diffuser 80 articles par an, dans quatre numéros différents au format numérique.

Le porte-parole d'Elsevier, Tom Reller, a exprimé des regrets quant à la démission de l'ancien comité éditorial du *Journal of Informetrics* et a souhaité bonne chance à *Quantitative Science Studies*, dans une note en ligne.

### › ÉRUDIT

Ce service est le fruit d'une coopération de l'UdeM, de l'UQAM et de l'Université Laval. Il est financé par des subventions fédérales, provinciales et des bibliothèques publiques. Les articles qu'il publie sont accessibles gratuitement 12 mois après leur mise en ligne. Le chargé de communication de la plateforme, Gwendal Henry souligne qu'Érudit ne fait pas de profit.

# PARLONS *BUSINESS*

**L'Office québécois de la langue française (OQLF) a accordé 157 000 dollars au Centre de formation en langues des affaires (CFLA) de HEC Montréal. Le projet *Le français, une valeur qui compte*, vise à valoriser l'utilisation du français, dans un monde des affaires dominé par l'anglais.**

PAR EMMA GUERRERO DUFOUR

« *Le but est d'amener les étudiants à intégrer des milieux de travail en français* », précise la chargée du projet à HEC Daphné Boisvert. Le programme, fondé en 2018, ne s'adresse pas qu'aux étudiants. *« Ce projet vise à promouvoir la maîtrise du français autant chez les étudiantes et les étudiants que chez le personnel de l'École »,* indique le site Web du CFLA.

L'étudiant au baccalauréat bilingue en administration des affaires Guillaume Fortier voit d'un bon œil les nouvelles mesures proposées par le Centre. *« HEC accueille beaucoup d'étudiants de provenance internationale qui parlent peu ou ne parlent pas du tout le français,* note-t-il. *L'idée de jumelage linguistique est donc très intéressante. »* Selon le site Internet de HEC, plus de 4 000 élèves sont des étudiants internationaux sur les 14 000 élèves qu'accueille l'école, soit près de 29 %.

## Valoriser le français au Québec

La directrice des communications de l'OQLF, Julie Létourneau, précise que la dotation de l'organisme à HEC s'inscrit dans le cadre d'un projet plus large, *Le français, au cœur de nos ambitions. « Ce programme vise à accroître l'usage et le rayonnement du français dans l'espace public québécois »,* explique-t-elle. Cette dernière ajoute que le projet fait partie des objectifs de la stratégie partenariale de promotion et de valorisation de la langue française lancée par le gouvernement du Québec en 2016,

M^me^ Létourneau souligne que le projet de l'OQLF se décline en deux volets, dont l'un est dédié à la promotion du français dans les entreprises. Elle précise qu'une priorité est accordée aux projets destinés aux jeunes adultes de 18 à 35 ans, aux personnes qui ne maîtrisent pas suffisamment le français et aux membres de la direction et du personnel d'entreprises de moins de 50 employés. *« Certains secteurs d'activité reçoivent également une considération particulière, notamment ceux du tourisme, du commerce de détail, de l'industrie manufacturière et des hautes technologies »,* conclut-elle.

## Plus d'une corde à son arc

Selon M^me^ Boisvert, le CFLA offre déjà de façon régulière du soutien dans l'apprentissage et l'utilisation des autres langues des affaires enseignées au HEC, soit l'anglais, le mandarin et l'espagnol. *« Le CFLA propose grâce à ce projet une série de nouvelles ressources et activités, mettant l'accent cette fois-ci sur le français »,* précise la chargée de projet.

M^me^ Boisvert souligne l'importance de la maîtrise de plusieurs langues dans un contexte international. *« Dans un monde où les affaires sont de plus en plus mondialisées, nous estimons que la maîtrise de plus d'une langue est essentielle pour envisager une carrière dans ce domaine sans se limiter dès le départ »,* indique-t-elle, estimant que cela va de pair avec la mission de HEC, soit de former une élite francophone en affaires.

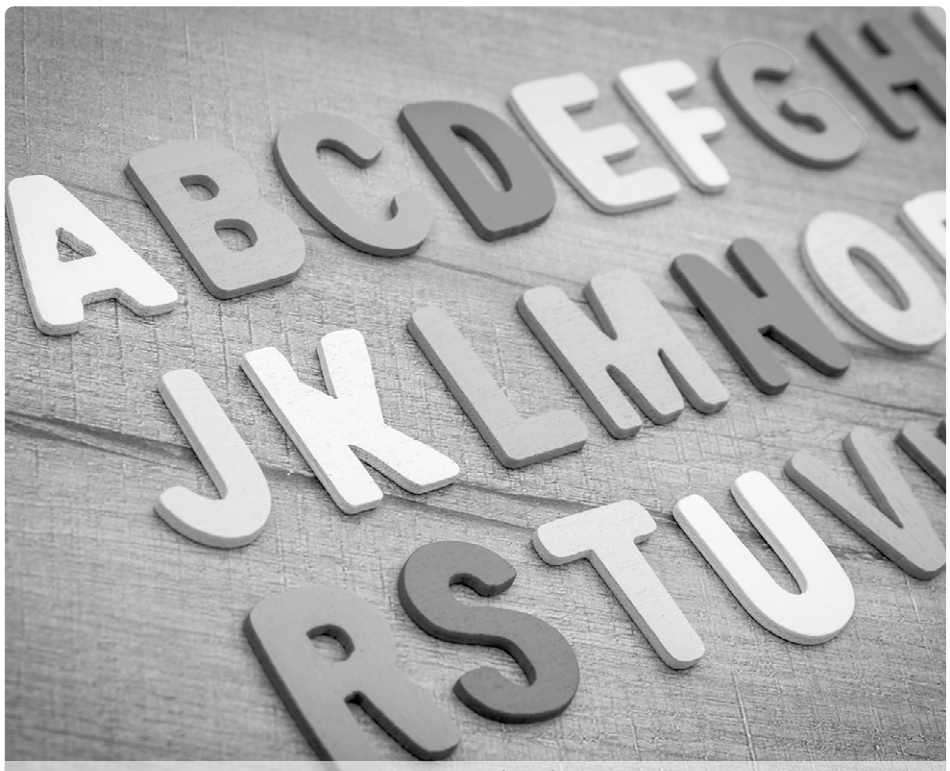



Photo : Pixhere.com

Le Centre de formation en langues des affaires (CFLA) de HEC Montréal a été créé en 1990.

## Le français en perte de vitesse

Pour le professeur au Département de management de HEC Louis Hébert, réaliser des affaires à l'international en français est possible, mais peu fréquent. *« C'est une question de réalité démographique »,* insiste-t-il.

Le professeur souligne que l'anglais est la deuxième langue la plus parlée dans le monde. *« Dans beaucoup d'écoles ayant des aspirations internationales, les cours vont se donner en anglais »,* explique-t-il.

M. Hébert ajoute que la perte de vitesse du français s'est faite de façon progressive. *« Dans le cas de l'Amérique du Sud, par exemple, il y a 50 ans, la deuxième langue c'était le français,* dit-il. *Aujourd'hui c'est l'anglais. »*

Il rappelle l'importance, dans le commerce mondial actuel, de la Chine avec qui les discussions se font surtout en anglais. *« Le mandarin devient une langue importante, mais les chinois ont aussi appris l'anglais »,* analyse le professeur. M. Hébert conclut que dans plusieurs écoles de gestion en Chine, les cours se donnent exclusivement en anglais.

### › SEPT JOURS

Du 18 au 22 mars 2019 se tiendra pour la première fois une semaine du français à HEC. Plusieurs activités seront organisées dont une dictée, un colloque étudiant, une table ronde ainsi que des jeux et des concours, selon le site Internet de HEC Montréal.

# SOLUTION VÉGÉTALE

**Le doctorant en biologie végétale Maxime Fortin projette de contribuer à la décontamination des sols urbains grâce aux plantes. L'étudiant vient de recevoir une bourse de 50 000 dollars de la fondation Suzuki pour ses travaux de recherche sur l'adaptation des villes aux changements climatiques.**

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIA PONTE

***Quartier Libre* : Sur quoi porte votre projet ?**

**Maxime Fortin** : À l'aide d'outils de cartographie, je veux dresser un portrait des terrains contaminés sur l'île de Montréal et identifier ceux qui sont vacants, peu végétalisés et qui contribuent le plus aux **îlots de chaleur**. Je veux également estimer la superficie qu'occupent ces sites par rapport à la superficie totale de l'île.

En raison des frais extrêmement élevés liés à l'utilisation des méthodes conventionnelles de décontamination des sols, de nombreux terrains sont laissés à l'abandon pendant plusieurs années. L'objectif de ce projet est d'arriver à montrer qu'il y a des sites contaminés vacants à Montréal qui présentent une très bonne occasion de fournir des services écologiques nécessaires à la résilience de la ville face au climat changeant.

*Q. L.*: **Comment avez-vous eu l'idée de travailler sur les sols ?**

**M. F. :** Pendant mes études doctorales, j'ai eu la chance de travailler concrètement sur un terrain contaminé pour, entre autres, évaluer le potentiel des saules pour **la phytoremédiation**. En plus de répondre à des besoins directs d'assainissement des sols, ces plantes transforment le paysage, réduisent les effets d'îlots de chaleur en milieu urbain et augmentent la séquestration des gaz à effet de serre.

Tous ces services écologiques, qui deviennent particulièrement importants dans un contexte de développement durable et de résilience des villes face aux changements climatiques, m'incitent à croire que les grandes villes, comme Montréal, auraient avantage à valoriser plusieurs sites contaminés qui sont laissés à l'abandon en y implantant rapidement un couvert végétal.

*Q. L.* : **Comment votre projet pourrait bénéficier à Montréal ?**

**M. F. :** Aujourd´hui, tous les bénéfices que peuvent apporter les plantes ne sont pas considérés. Toute la valeur écosystémique et même économique des plantes est mise de côté. Les terrains contaminés vacants amènent une chance d'augmenter les espaces verts. Au-delà du fait que cela procurerait un meilleur habitat et un meilleur air à respirer, c'est esthétiquement beau, ce qui a aussi le potentiel d'améliorer la santé mentale des gens en milieu urbain. Quand tout est bétonné, c'est un peu déprimant. Mon projet se limite à l'île de Montréal, mais le potentiel de l'île pourrait montrer aux autres grandes villes que si c'est possible ici, ça l'est partout.

*Q. L.* : **Pourquoi avoir postulé à la bourse de la fondation David Suzuki ?**

**M. F. :** En tant qu'étudiant, je suis témoin des avancées de pointe qui se font dans le domaine des **phytotechnologies** et de leur potentiel à résoudre de multiples enjeux environnementaux. Avec le temps, j'ai développé l'envie de faire la promotion de ces technologies vertes pour les intégrer davantage dans nos habitudes de vie.

Le programme de bourses de la fondation David Suzuki présentait une occasion en or pour moi de proposer un projet, de collaborer avec des experts de différents domaines et de profiter d'un bon encadrement de la part des mentors de la fondation. Le projet de recherche que j'ai proposé cadre vraiment bien dans la thématique du concours de bourse — adaptation aux changements climatiques et durabilité des villes — car cela intègre les infrastructures naturelles.

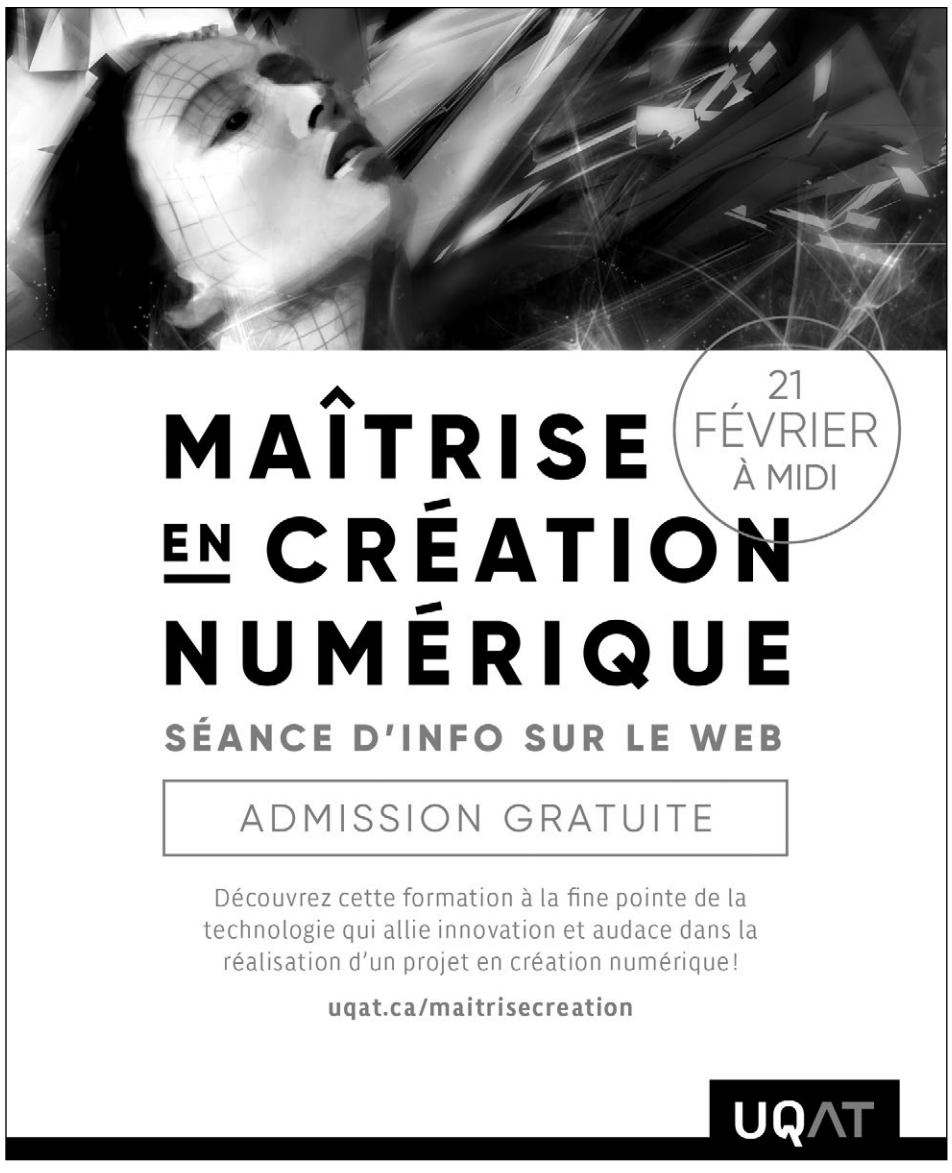
> *Avec le temps, j'ai développé l'envie de faire la promotion de ces technologies vertes pour les intégrer davantage dans nos habitudes de vie.*
>
> Maxime Fortin
> Doctorant en biologie végétale à l'UdeM

Photo : Benjamin Parinaud

**ÎLOTS DE CHALEUR :** élévations localisées des températures enregistrées en milieu urbain par rapport aux zones rurales ou forestières voisines ou par rapport aux températures moyennes régionales.

**PHYTOREMÉDIATION :** la dépollution des sols, l'épuration des eaux usées ou l'assainissement de l'air intérieur, utilisant des plantes, des algues ou des champignons.

**PHYTOTECHNOLOGIE :** utilisation de plantes vivantes pour résoudre des problèmes environnementaux.



# DILEMME QUOTIDIEN

**Depuis sa publication en janvier, le nouveau Guide alimentaire canadien a suscité certaines remarques au sujet de l'abandon du concept de portions et de la modification des groupes alimentaires. Les fruits et légumes sont les vedettes, suivis des aliments à grains entiers et protéinés. *Quartier Libre* s'est entretenu avec le professeur au Département de nutrition de l'UdeM Jean-Claude Moubarac, qui a partagé son analyse.**

PROPOS RECUEILLIS PAR VALÉRIE DANIEL

***Quartier Libre :* Soixante-dix-sept ans après sa première édition, comment le guide a-t-il évolué ?**

**Jean-Claude Moubarac :** Le premier et précédent ouvrage a été créé au moment de la Première Guerre mondiale. L'objectif principal était de donner un modèle alimentaire développé sous la forme de rations, afin que chacun puisse subvenir aux besoins nutritionnels de son corps. Bien de l'eau a coulé sous les ponts depuis. Les problèmes de santé, l'offre alimentaire et l'environnement ont énormément évolué, donnant à Santé Canada l'intérêt d'introduire de nouveaux concepts tels que la modération des aliments transformés, l'encouragement des comportements sains, la conception holistique ; le guide va au-delà des nutriments, au-delà de ce qu'on devrait manger, et il fait le lien entre l'humain et son environnement.

***Q.L. :* Que justifie la disparition des groupes des produits laitiers et des viandes et substituts au profit de la catégorie des aliments protéinés ?**

**J.-C.M. :** Il y a des données qui permettent de conclure que de réduire la consommation de viande serait bénéfique pour la santé et pour l'environnement. Santé Canada apporte une vision selon laquelle il faudrait manger plus protéiné et, de préférence, plus de sources végétales. Concrètement, ça veut peut-être dire qu'au lieu de boire deux verres de lait par jour, un seul est suffisant. On souhaite que l'individu commence à envisager une diminution d'aliments de provenance animale.

***Q.L. :* Comment l'argument environnemental se manifeste-t-il dans ces changements ?**

**J.-C.M. :** En recommandant une alimentation plus axée sur les protéines végétales, qui vaut mieux pour l'environnement. Santé Canada ne cherche toutefois pas à faire plaisir aux activistes ou aux tendances, ils ne recommandent pas un mode de nutrition qui exclut obligatoirement les animaux, et je pense que ce serait faux sur le plan nutritionnel et environnemental. Je crois qu'il faut manger de vrais aliments et changer nos méthodes de production, tant animale que végétale.

***Q.L.* : Comment le Guide peut-il influencer les tendances alimentaires des étudiants ?**

**J.-C.M. :** Le Guide alimentaire est avant tout un ouvrage de référence professionnel. Je suis de l'école de pensée qui affirme que le changement n'est pas seulement la responsabilité des individus. Il faut surtout travailler sur les environnements pour les rendre plus favorables. Chaque instance doit se poser la question : comment pouvons-nous faire afin que nos politiques soient en cohérence avec le Guide ? Ici, à l'Université, il faudrait pouvoir avoir accès à des aliments qui sont cuisinés chaque jour. Par exemple, à l'Université de São Paulo, les étudiants ont accès à un repas cuisiné et sain à prix très abordable, soit trois ou quatre dollars. L'Université pourrait être vue comme un laboratoire où il est possible d'influencer le changement alimentaire à l'aide des étudiants en les considérant comme les protagonistes de l'histoire.

Le nouveau Guide alimentaire canadien recommande notamment de faire de l'eau sa boisson de choix.

Photo : Benjamin Parinaud

***Q.L.* Auriez-vous quelques conseils pour les étudiants qui souhaitent bien manger tout en respectant leur budget ?**

**J.-C.M. :** Bien se nourrir peut être abordable. Développer des recettes à partir de cette optique reste une solution efficace. Si l'on diminue la viande et les produits laitiers, on coupe nécessairement dans les dépenses. Les légumineuses demeurent une option moins dispendieuse. D'ailleurs, des espaces à manger collectifs peuvent permettre de regrouper les achats, de cuisiner ensemble, puis de séparer les portions, ce qui reste plus abordable. Je pense que l'Université se doit de prendre l'engagement de garantir un environnement simple et d'offrir ce genre de service, telles la soupe populaire ou les cuisines collectives.

***Q.L.* Et quoi surveiller en faisant l'épicerie ?**

**J.-C.M. :** On peut miser sur la congélation, les fruits au rabais ou les aliments « moches » offerts à un coût réduit. L'épicerie En Vrac, une initative d'étudiants de l'UdeM, propose également les produits au prix du fabricant. Tout ce qui est légumes et fruits de saison est à privilégier. Il faut toujours regarder le prix, magasiner, favoriser les aliments qui sont moins chers.

Ce qu'on recommande, aussi, c'est d'éviter les aliments ultratransformés qui contiennent des additifs et des substances que les gens n'utilisent pas à la maison. Par exemple, les boissons gazeuses, la plupart des biscuits, gâteaux bon marché, certains yogourts aromatisés, le lait au chocolat. Le message concret se veut donc de manger moins transformé.

Photo : Courtoisie Émilie Veillette

SOCIÉTÉ | **THÉRAPIE**

# UN ASSISTANT QUI A DU CHIEN

**Des chiens se baladent dans les couloirs de l'UdeM. Ceux-ci sont formés ou sont en cours de formation pour soutenir des personnes en situation de handicap, ou nécessitant les bienfaits de la thérapie assistée par l'animal. *Quartier Libre* est allé à la rencontre de membres de la communauté universitaire et de leur pitou.**

PAR CHARLOTTE MORAND

Étudiante au baccalauréat en enseignement primaire, Laurence fait partie des 16 étudiants qui s'occupent d'un chiot de la fondation Mira (voir encadré) au Québec. *« Dans mon entourage, il y avait un enfant autiste qui a complètement changé quand il a eu son chien,* explique-t-elle. *J'ai trouvé ça tellement beau que j'ai voulu faire ma part là-dedans. »*

Le travail de bénévolat de cette dernière, comme celui des 300 autres familles d'accueil, consiste à socialiser le chiot durant sa première année de vie. La responsable en communication et image de marque à la fondation Mira, Sara Pontbriand, explique qu'il s'agit de faire évoluer les chiots dans des environnements stimulants afin de les exposer au plus grand nombre de situations possibles, avant que l'organisme ne les entraînent spécifiquement en fonction de leur future tâche. *« Les cours à l'université sont ainsi un bel exercice pour les chiots »*, ajoute-t-elle.

Une fois formés, les chiens d'assistance visent à soutenir les personnes qui en sont bénéficiaires, à l'instar de l'étudiante au certificat de criminologie Émilie Veillette. Cette dernière est propriétaire d'un chien qu'elle entraîne elle-même avec l'aide de l'organisme Canid'aide pour pallier son trouble en santé mentale. *« Mon chien a commencé à apprendre certaines tâches pour m'aider avec mon anxiété,* explique-t-elle. *Cela m'aide beaucoup, y compris pour mes études. »*

Les deux étudiantes interrogées affirment ne pas avoir rencontré d'opposition ou de difficulté particulière à l'UdeM. *« En général, je trouve que ça se passe bien, je n'ai aucun commentaire négatif de mes professeurs et ils sont même intéressés »,* raconte Émilie.

## Une mascotte en science politique

Au 4e étage du pavillon Lionel-Groulx, il n'est pas étonnant de croiser Lennon, le chien d'assistance du professeur au Département de science politique Pierre Martin. *« C'est un peu la mascotte du Département »,* souligne la technicienne spécialisée en coordination du travail de bureau Jocelyne Sauvé.

Le chien est dans la famille du professeur Martin depuis plus de 10 ans pour réduire le stress de son enfant autiste et de son entourage. Comme la fondation Mira impose qu'un chien d'assistance ne soit pas laissé seul sur de longues périodes de manière régulière, Lennon accompagne souvent le professeur à l'Université. Pour Pierre Martin, le chien favorise une atmosphère positive. *« Le fait qu'il soit avec nous, dans les cours ou en situation de réunion, réduit le stress »,* soutient-il.

1. L'étudiante a préféré ne pas donner son nom de famille.

## 〉 ORGANISMES POUR ATTEINDRE SON PLEIN POTENTIEL

Permettre à chacun d'atteindre son plein potentiel d'autonomie, c'est la mission que se fixent la fondation Mira et Canid'aide. *« Peu importe notre rêve, on ne devrait pas avoir de limitation,* estime la présidente et membre fondatrice de l'organisme Canid'aide, Jolaine Cauvier. *Un chien d'assistance peut permettre aux personnes en situation de handicap de gagner cette liberté. »*

Pour ce faire, ces organismes répondent aux besoins de différents publics et offrent des formules diverses. La fondation Mira forme depuis 1981 des chiens guides pour personnes malvoyantes et des chiens d'assistance pour les personnes à mobilité réduite et pour les enfants autistes. L'organisme Canid'aide, qui œuvre dans le domaine depuis deux ans, fournit et aide à former des chiens d'assistance pour répondre aux besoins des adultes composant avec des troubles du spectre de l'autisme, des troubles légers de la mobilité ou encore des troubles liés à la santé mentale.

## 〉 LE DROIT AUX CHIENS D'ASSISTANCE

Au regard de la loi, la présence des chiens d'assistance dans les lieux publics ainsi que dans les lieux permettant une activité professionnelle, formatrice ou éducative est autorisée. Cela vaut autant pour les bénéficiaires en situation de handicap que pour les familles d'accueil ou les personnes chargées de leur éducation pendant la période de formation. Toutefois, contrairement aux personnes en situation de handicap, les gens entraînant des chiens pourraient voir cette autorisation révoquée dans certains lieux, puisqu'elle n'est pas obligatoire dans leur cas. *« Véhiculer les droits d'accessibilité c'est un travail constant »*, soulève Mme Pontbriand, de la fondation Mira.

Les droits des personnes en situation de handicap sont défendus par l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne, qui affirme que : *« Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe,* [...] *le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap. »*

SOCIÉTÉ
**REVENDICATION**

# FINANCER LA RECHERCHE ÉTUDIANTE

**L'Union étudiante du Québec (UEQ) a lancé sa nouvelle campagne « Juste part » le 28 janvier dernier. L'objectif est d'encourager le gouvernement canadien à augmenter les subventions dédiées aux étudiants au sein des organismes subventionnaires fédéraux (OSF), principaux moteurs de financement de la recherche au Canada.**

PAR FLORENTIN ROY

*« Notre but est de gentiment remercier le gouvernement pour les mesures qui sont évoquées* [dans le dernier budget]*, mais aussi de lui mettre la pression pour qu'il agisse »,* avance le coordonnateur aux cycles supérieurs et à la recherche de l'UEQ, Philippe LeBel. Il précise que ces nouvelles mesures visent à soutenir les étudiants et les futurs chercheurs par le biais de bourses d'études et de recherche, mais que rien n'est assuré pour le moment.

## Pallier les coupes

*« Entre 2011 et 2014, il y a eu des coupes budgétaires pour les OSF »*, indique Philippe. Il ajoute que ces organismes ont connu, lors de la coupe la plus importante, une diminution de 32 millions de dollars de leur budget annuel, qui avoisinait les 1100 millions. Cette compression a principalement affecté les subventions pour les programmes de recherche des étudiants, selon les chiffres de l'UEQ.

L'Union estime que les enveloppes destinées aux étudiants, qui représentaient 12 % du budget des OSF, ont alors été diminuées de 24,4 millions de dollars, soit 75 % des coupes totales. Il ajoute que malgré certains réinvestissements dans les dernières années, les OSF attribuent aujourd'hui une plus petite proportion de leur argent aux programmes de recherche étudiants qu'avant les compressions.

## Inquiétudes pour les cycles supérieurs

*« Lorsqu'il y a des coupes budgétaires, les OSF mettent de côté le financement de certains programmes*, explique le coordonnateur. *À l'interne, un comité d'évaluation par les pairs va hiérarchiser les projets ou les dossiers et ainsi donner le financement à ceux qu'ils jugent les meilleurs. »* Selon Philippe, cela peut défavoriser les projets de recherche étudiants. La conséquence directe des coupes est une diminution de l'accessibilité aux études de cycles supérieurs.

SOCIÉTÉ | **AFFAIRES UNIVERSITAIRES**

# PLAIDOYER POUR LA LIBERTÉ

**À la fin du mois de janvier, 435 professeurs de cégeps et d'universités ont signé une lettre ouverte[1] dans laquelle ils appellent à un appui public de leur direction pour défendre la liberté universitaire. Selon eux, ce concept demande un soutien institutionnel pour pouvoir exister dans sa pleine mesure.**

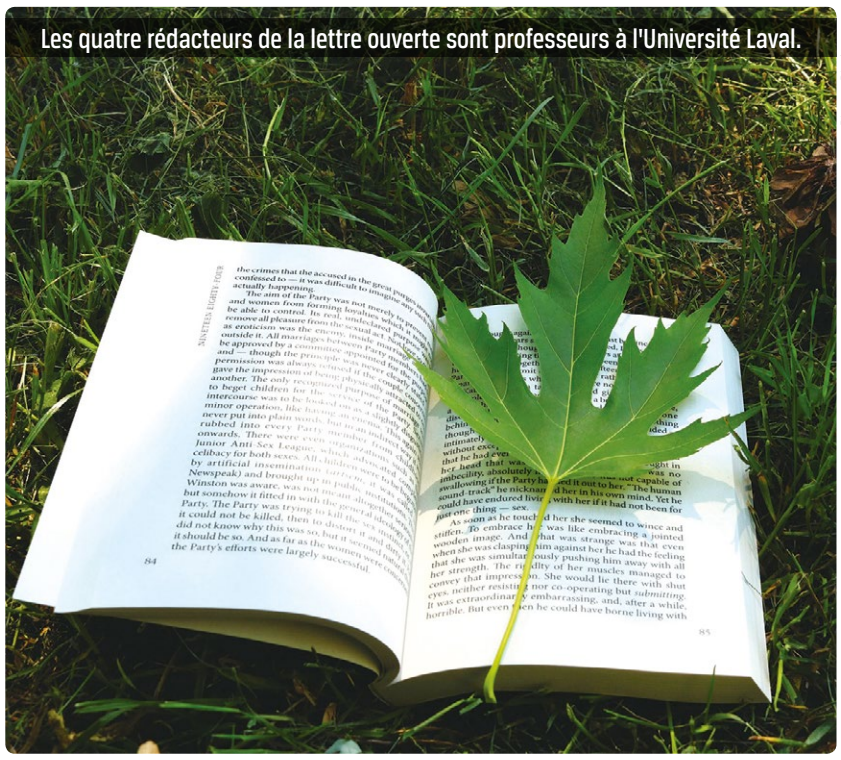
PAR LOU CURIEN

*« Prendre la parole pour aborder publiquement des pans controversés de la réalité, diffuser des études ou mettre en exergue des analyses critiques susceptibles de nuire aux intérêts de certaines personnalités ou organisations puissantes demande du courage »,* peut-on lire dans la lettre ouverte. Les rédacteurs avancent que pour qu'une telle prise de parole soit possible, les professeurs doivent jouir du soutien de leur université en cas de poursuite judiciaire, soutien qui a été selon eux défaillant lors de l'affaire Maillé (voir encadré).

Pour l'un des initiateurs de la lettre ouverte, Louis-Philippe Lampron, il s'agit d'un rappel aux administrations de leur devoir de protéger leurs chercheurs. *« Il est important pour nous de revaloriser la liberté universitaire, qui doit être une protection institutionnelle visant à permettre une large diffusion des informations de recherche »*, détaille le professeur à la Faculté de droit de l'Université Laval. M. Lampron déplore que, pour beaucoup, cette liberté ne renvoie qu'à la liberté de diffusion des travaux des professeurs.

*« On sent que la situation est en train de changer rapidement dans les universités et les cégeps,* explique-t-il. *Les directions ont une lecture de la liberté académique qui ressemble de plus en plus à la gouvernance qui a cours dans le secteur privé. »* Il critique ainsi une gestion qu'il juge très verticale, concentrant tous les pouvoirs décisionnels dans les mains des administrateurs et des gestionnaires.

1. *Le Soleil*, « Défendre la liberté académique »



Les quatre rédacteurs de la lettre ouverte sont professeurs à l'Université Laval.

Photo : Pixabay.com

## › À l'UdeM

***« La liberté académique, tant celle des professeurs que celle de l'Université, est si importante aux yeux de notre établissement qu'elle est inscrite dans la Charte même de l'UdeM »***, soulève l'attachée de presse de l'UdeM, Julie Cordeau-Gazaille. Elle ajoute que cette liberté universitaire est ainsi défendue par l'UdeM comme une fonction essentielle de son identité et de son fonctionnement, sans pour autant préciser comment cette défense s'articule.

## › L'AFFAIRE MAILLÉ

En 2015, la professeure associée au Centre de recherche interdisciplinaire sur le bien-être, la santé, la société et l'environnement de l'UQAM Marie-Ève Maillé a défendu devant les tribunaux la confidentialité de ses données de recherche. Pendant plus d'un an, elle n'a pas reçu l'aide de son Université. Cette situation a fait suite à son intervention en tant qu'experte dans un débat citoyen sur un parc éolien controversé dans le centre du Québec. L'entreprise concernée a alors fait approuver par un juge une requête d'accès aux témoignages recueillis lors de son doctorat, qui portait sur le projet.

*« La confidentialité des données de recherche n'est pas automatiquement reconnue, il faut la défendre au cas par cas,* explique M^me^ Maillé. *J'ai alors demandé le soutien de l'UQAM* [pour contester la décision devant les tribunaux]*, que je n'ai pas reçu à ce moment-là. »* L'Université lui avait alors expliqué par courriel qu'elle était la *« titulaire des droits de propriété intellectuelle de* [sa] *thèse, notamment de* [ses] *données de recherche. Ces données de recherche n'appartiennent pas à l'Université[2]. »*

Elle souligne que durant la majeure partie de l'affaire, on lui parlait davantage du manque de soutien de l'UQAM plutôt que du fait qu'une entreprise privée ait obtenu l'accès à ses témoignages. *« Pour moi, c'était une grande déception que l'Université soit pendant plus d'un an aux abonnés absents, alors que je recevais le soutien des fonds de recherche du Québec, de mon centre de recherche et d'autres organisations,* raconte-t-elle. *Il a fallu que l'affaire soit médiatisée pour que l'UQAM accepte de me soutenir et d'être présente devant le tribunal. »*

La saga s'est terminée en 2017 par l'invalidation de la requête du juge.

2. Radio-Canada, « Une chercheuse forcée par la justice de révéler l'identité de ses sources ».

# LE SENS DES MOTS

**La troupe de théâtre de l'UdeM (TUM) présentera la tragédie contemporaine *Fendre les lacs* les 15 et 16 février prochains. Mariant lyrisme et langage populaire, cette œuvre de l'auteur québécois Steve Gagnon plonge le spectateur dans un univers où l'isolement et la difficulté à communiquer se mêlent au désir d'émancipation.**

PAR CATHERINE MORIN

Pour l'étudiante à la mineure en littérature Elizabeth Gravel, qui incarne le personnage d'Élie, le texte combine le langage populaire et le lyrisme de façon si intelligente que l'interprétation devient naturelle. *« Le fait que certaines scènes soient emplies de poésie nous permet de jouer de manière très imagée, ce qui produit un résultat magnifique »,* déclare-t-elle.

## Défi d'interprétation

Elizabeth reconnaît qu'il s'avère parfois difficile d'illustrer le manque de communication entre les personnages. *« Lorsqu'on est comédien, on doit savoir écouter ceux avec qui on partage la scène,* dit-elle. *Dans ce cas-ci, il faut que l'acteur écoute, mais que le personnage n'écoute pas, ce qui demande beaucoup de concentration. »*

L'étudiante en éducation secondaire Aurélie Spiaggia souligne l'importance pour les comédiens de comprendre la psychologie de leurs personnages afin de bien incarner toutes leurs facettes. *« Comme les interactions entre les personnages passent beaucoup par le non-dit, j'ai dû apprendre à connaître Adèle* [son personnage] *pour mieux comprendre certaines de ses réactions et pouvoir les interpréter de façon juste »,* rapporte-t-elle.

## Un langage particulier

*« Bien qu'il s'agisse d'une tragédie, la pièce présente des personnages qui possèdent une grande force de caractère et un désir de faire changer les choses*, explique le metteur en scène, Cédric Patterson. *On retrouve souvent cette fougue, cet appel de la liberté chez les étudiants. »* Pour lui, représenter l'œuvre de Steve Gagnon à l'Université constitue une occasion idéale de mettre en valeur la parole d'ici et de la faire connaître à un plus grand public.

Dans une langue qui marie le vernaculaire québécois et la poésie, le texte aborde le deuil, l'isolement, la peur de l'abandon, ainsi que la difficulté des personnages à exprimer ces sentiments. *« La complexité de la langue représente un grand défi pour les comédiens, non seulement en raison des nombreux éléments poétiques, mais aussi parce que les mots portent une immense charge émotive parfois difficile à livrer »,* estime M. Patterson.

La pièce se démarque également par son genre atypique. *« On présente très rarement des tragédies sur les scènes montréalaises, et Steve Gagnon parvient à dresser un portrait fidèle de la société québécoise d'aujourd'hui tout en respectant ce genre théâtral de façon remarquable »,* explique le metteur en scène.

## Marier jeu et musique

Tout au long de la représentation, l'étudiant à la maîtrise en musique Julien Oberson jouera au violon l'œuvre qu'il a composée expressément pour la pièce sous la supervision de la professeure titulaire Ana Sokolovic.

Après sa première lecture du texte, Julien a créé un motif musical conducteur, un thème-clé rappelant les grandes lignes de la pièce et les principales émotions qui s'en dégagent. Il a approfondi ces associations significatives en observant le jeu des comédiens lors des répétitions et en suivant les recommandations du metteur en scène. *« La musique sert à accentuer certaines émotions et à souligner des moments forts de l'histoire, comme un monologue poignant, par exemple,* explique le musicien. *Je dois donc m'adapter au jeu des comédiens et établir une interaction constante avec eux. »*

L'étudiant voit dans cette première collaboration avec une troupe de théâtre une excellente occasion de mettre en lumière la pertinence de la mixité entre les arts pour présenter la pièce à un grand public. M. Patterson tenait d'ailleurs à utiliser la création originale d'un étudiant de l'Université pour lui donner la possibilité de mettre ses connaissances en pratique. *« Je me trouve très chanceux de pouvoir travailler avec tous ces étudiants, car ils interprètent le texte de Steve Gagnon avec énormément de fougue, d'aplomb et de passion »*, conclut le metteur en scène. Il espère réitérer l'expérience et favoriser la coopération artistique entre les différents Départements. Les représentations de *Fendre les lacs* auront lieu au Centre d'essai de l'UdeM. Le billet est à 7 dollars pour les étudiants.

L'étudiante Aurélie Spiaggia incarne le personnage d'Adèle dans la pièce.

Photo : Benjamin Parinaud

### › LA PIÈCE EN QUELQUES MOTS

Ils sont huit personnages à vivre autour d'un lac et à chercher un sens à leur existence, le jour où Adèle, qui a l'habitude de ramasser les corps d'animaux morts, découvre le cadavre d'un homme dans la forêt. Cet évènement catalyseur fera miroiter les faiblesses des membres de la petite communauté et les amènera à prendre conscience du marasme qui les paralyse.

# LE RYTHME CONTRE PARKINSON

**Le codirecteur du BRAMS* Simone Dalla Bella, s'est intéressé aux effets de la musique sur les personnes atteintes de la maladie de Parkinson dans le cadre d'une conférence le 7 février. Le professeur a présenté les résultats d'une thérapie préconisant la stimulation rythmique pour améliorer les capacités motrices des patients.**

PROPOS RECUEILLIS PAR ROMEO MOCAFICO

***Quartier Libre :* En quoi consiste ce traitement ?**

**Simone Dalla Bella :** On vise à montrer les effets de la musique, et plus particulièrement du rythme, dans l'amélioration de la motricité d'un groupe de patients atteints de la maladie neurodégénérative de Parkinson. Ils sont atteints de troubles du mouvement et certains rencontrent de la difficulté à marcher. C'est sur ce point que se focalise l'étude. La méthode appliquée est extrêmement simple : on présente au patient une musique particulièrement rythmique, et on lui demande de marcher par-dessus. On parle d'indiçage rythmique, ou de stimulation rythmique auditive.

***Q. L. :* Quels sont les effets de cette thérapie ?**

**S.D.B. :** Pour la plupart des patients, si vous leur demandez de marcher avec la musique, le rythme va avoir un effet immédiat sur leur marche. Ils vont avoir tendance à marcher plus rapidement, et leur posture sera beaucoup plus naturelle et plus droite. En revanche, la marche redeviendra typiquement parkinsonienne à l'instant ou l'on coupe la musique.

La solution est donc d'entraîner les patients. On leur suggère de marcher 30 minutes par jour, 3 fois par semaine, pendant un mois. C'est la dose standard pour observer un effet sur la marche sans musique sur le long terme. Le patient marchera plus rapidement, avec des pas plus longs et donc plus stables. On est en mesure de prouver en laboratoire que cette thérapie a ces effets.

***Q. L. :* Quelles-en sont les limites ?**

**S.D.B. :** On en sait peu concernant le circuit nerveux qui gère ces effets ainsi que sur la façon dont la thérapie va différer selon le patient. Les différences individuelles sont importantes : tous les patients ne répondent pas de la même manière, car certains sont aidés par la musique et répondent très bien aux stimuli, d'autres ne répondent pas et certains sont même dérangés.

Par exemple, la longueur du pas peut s'allonger de 10 centimètres pour ceux qui réagissent bien au rythme, ce qui est très important. Les parkinsoniens font de très petits pas en général, donc cela permet de réduire le nombre de chutes, et donc de fractures et d'hospitalisations. Pour ceux qui ne perçoivent pas bien le rythme, en revanche, la longueur du pas peut diminuer de la même taille. Il faut donc une certaine capacité et des prérequis physiques pour suivre cette thérapie et que la capacité rythmique soit un peu épargnée.

Simone Dalla Bella est professeur au Département de psychologie de l'UdeM.

Photo : Benjamin Parinoud

***Q. L. :* Ce traitement est-il suffisant pour lutter seul contre Parkinson ?**

**S.D.B. :** Je ne pense pas. Je dirais que c'est un complément de la thérapie médicamenteuse. Les médicaments, telles la dopamine ou les autres substances utilisées dans le traitement de Parkinson, vont réduire d'autres symptômes importants, comme le tremblement. Ils auront cependant peu d'effet sur la marche. Dans les laboratoires, on recherche donc des méthodes complémentaires comme celle-ci.

***Q. L. :* Comment cette thérapie est-elle accueillie par le monde médical ?**

**S.D.B. :** On sait depuis les années 1940 que la musique a un effet sur les personnes atteintes de Parkinson. Ce sont les patients qui, intuitivement, ont remarqué que le rythme pouvait avoir un effet positif sur leurs mouvements. Depuis, dans certains hôpitaux, les neurologues recommandent cette thérapie très simple d'utilisation. C'est une méthode qui n'exige pas que le patient soit dans un contexte de rééducation à l'hôpital. En ce moment, on travaille en laboratoire sur le développement d'applications pour smartphones pour justement sortir la thérapie d'un contexte contraignant. C'est un enjeu important, car d'ici 2030, le nombre de personnes atteintes de Parkinson va doubler à cause de la croissance démographique. La maladie touchera presque 9 millions de personnes dans le monde.

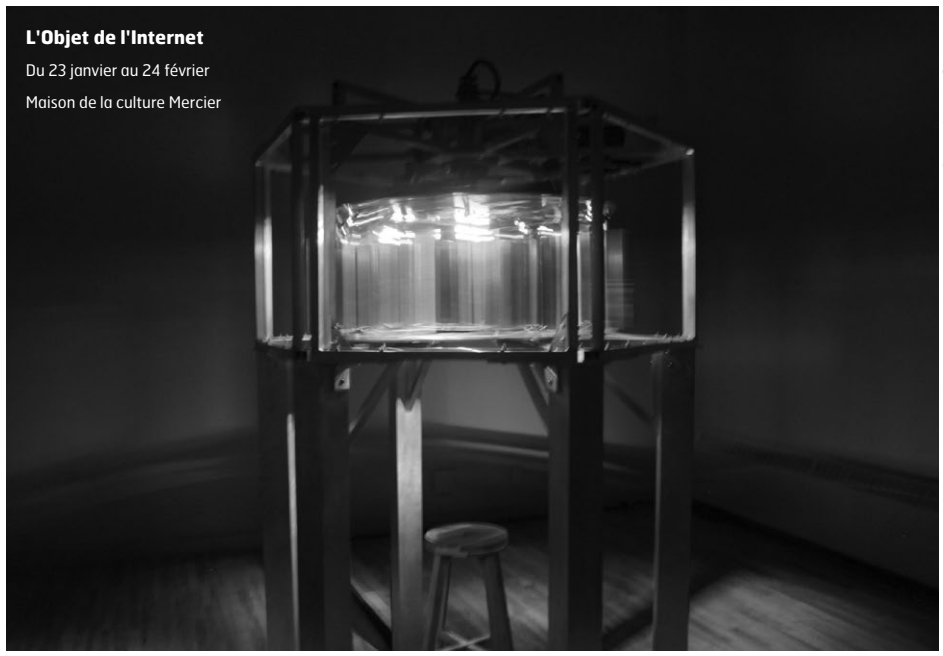
* Laboratoire international de recherche sur le cerveau, la musique et le son.

# TROIS SORTIES GRATUITES

## LA DYSTOPIE DU *SELFIE*

Jusqu'au 24 février, la Maison de la culture Mercier accueille l'installation interactive *L'Objet de l'Internet*. Une expérience plurisensorielle où le visiteur se retrouve plongé dans l'aliénation numérique de sa propre image.

PAR NANTOU SOUMAHORO

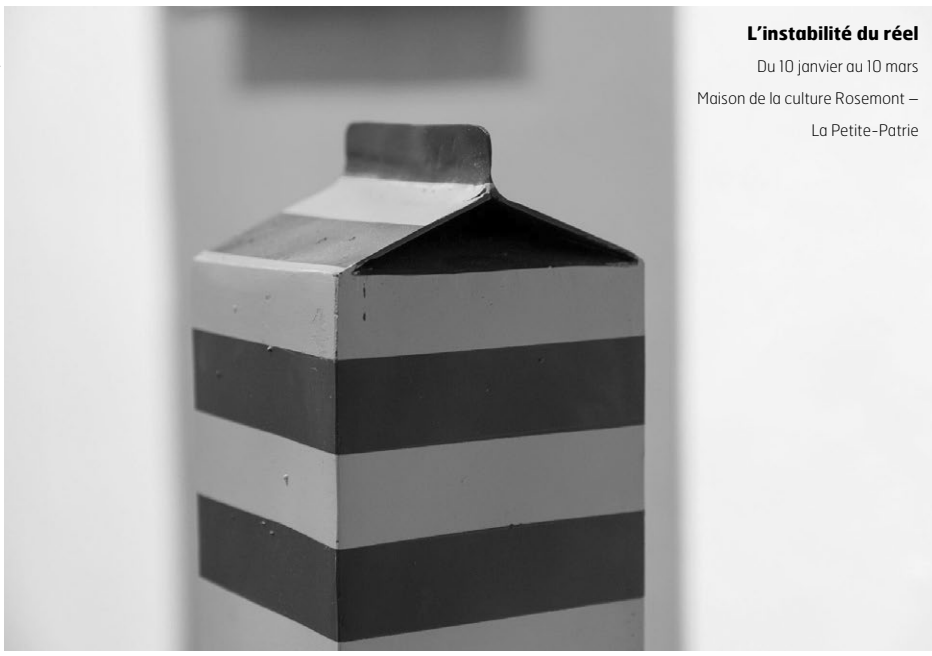


**L'Objet de l'Internet**
Du 23 janvier au 24 février
Maison de la culture Mercier

Photo : Nantou Soumahoro

Formé par les artistes Étienne Grenier et Simon Laroche, Projet EVA crée depuis une quinzaine d'années des installations et des performances en art numérique. *« Nous désirons que le public fasse l'expérience d'une œuvre où il vit une sorte de dissolution du soi à travers la déconstruction progressive de son reflet,* déclare l'artiste Étienne Grenier, moitié du duo exposant. *Le tout se veut une métaphore de l'aliénation marchande causée par la restructuration récente du Web, menée par certaines compagnies. »*

L'installation remet en question les rapports que chacun entretient avec son image sur Internet. Elle conduit à une remise en question de l'egoportrait, que les artistes jugent constamment présent dans nos vies.



**L'instabilité du réel**
Du 10 janvier au 10 mars
Maison de la culture Rosemont – La Petite-Patrie

Photo : Courtoisie Julien Bois

## ENTRE COULEURS ET MOUVEMENTS

L'exposition *L'instabilité du réel* transite jusqu'au 12 mars par la Maison de la culture Rosemont-La Petite-Patrie. Une occasion de découvrir des œuvres qui jouent sur l'habileté à traiter les formes et les couleurs.

PAR NANTOU SOUMAHORO

C'est dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal, dont le thème était « les liens et les ponts », que l'exposition a été initialement conçue par l'Artothèque. *« L'idée était de créer un pont entre des artistes de l'art optique et des artistes contemporains qui utilisent le mouvement et l'illusion d'optique dans leurs œuvres »,* explique la commissaire de l'exposition, Thi-My Truong. Entre couleurs et vibrations, ce sont des peintures, des photos, des objets en 3D et d'art numérique issus de la bibliothèque de l'Artothèque qui sont proposés aux visiteurs.

Inscrites au sein de l'évènement Conseil des arts de Montréal en tournée, les œuvres à géométrie variable de l'exposition ont été accueillies dans plusieurs institutions culturelles de la métropole, et feront une prochaine halte au Centre d'exposition Lethbridge, à Saint-Laurent.

## INTERAGIR AVEC L'ART

Dans le cadre de la tournée du Conseil des arts de Montréal, ELEKTRA présente l'exposition CADRE/FRAMES de Daniel Iregui à la Maison de la culture Mercier.

PAR HADRIEN MAUGUÉ

Le point commun des trois œuvres *Forward*, *Outside* et *The Color of Thing*, présentées jusqu'au 24 février dans *CADRE/FRAMES,* sont le cadre et l'interaction. *« Je souhaite impliquer le public dans l'œuvre elle-même,* indique l'artiste Daniel Iregui. *À travers l'interaction, l'expérience est différente pour chacun d'entre nous. »* Le travail de M. Iregui est basé sur le codage numérique et les algorithmes. *« L'utilisation de ces outils me permet d'associer l'infinité et le hasard à mes œuvres,* détaille l'artiste. *Chaque personne peut ainsi vivre un moment personnel et unique. »*

*The Color of Things* et *Outside* sont des œuvres interactives. La première traite de la perception et des couleurs. *« Tout ce que l'on fait est coloré et influencé par quelque chose »,* détaille M. Iregui. La deuxième invite quant à elle le visiteur à se mouvoir dans l'écoute de différentes stations de radio hors du cadre. *« Il* [le cadre] *sert de point de référence pour les visiteurs,* précise-t-il. *C'est le marqueur de l'interaction. »*

Enfin, *Forward* plonge le participant dans un cadre qui évoque le thème du futur. *« Cette œuvre montre comment le futur est modelé par tout ce que l'on fait,* informe l'artiste qui a déjà présenté une partie de son travail dans plus de 30 villes autour du globe. *Elle n'est pas interactive, mais tous les détails y sont différents ».* Dans la lignée de ce projet, la tournée du Conseil des arts vise à promouvoir l'art dans les quartiers excentrés de Montréal.

**CADRES/FRAMES**
Du 23 janvier au 24 février
Maison de la culture Mercier

Photo : Courtoisie Maxime Brouillet

# 75% ça va aller

**DE LA COMMUNAUTÉ ÉTUDIANTE VEUT AMÉLIORER SA SANTÉ PSYCHOLOGIQUE.**

**OUI, ON EST UNE MÉCHANTE GANG À SOUHAITER ALLER MIEUX.**

**LA DÉTRESSE EST PARTOUT ET TOUCHE TOUT LE MONDE.**

**C'EST DONC LE TEMPS DE SE PARLER, DE S'INFORMER ET DE PRENDRE SOIN DE SOI ET DES AUTRES.**

**SI TOUT LE MONDE EMBARQUE, OUI, ÇA VA ALLER.**

**CAVAALLER.CA**